Vers un centre d'information pour les jeunes artistes

MONCTON - Au terme de deux jours de discussions, des artistes émergents de l'Acadie du Nouveau-Brunswick sont repartis, hier, avec l'espoir d'avoir bientôt un centre commun de ressources et d'information.

Sylvie Mousseau
L'Acadie NOUVELLE
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Que ce soit en arts visuels, en musique, en danse ou en théâtre et littérature, le manque d'accès à l'information est revenu sans cesse dans les discussions au Forum des émergences. La quarantaine de jeunes artistes qui se sont réunis au Centre culturel Aberdeen, à Moncton, en fin de semaine, réclament la création d'un guichet unique d'information sur les ressources disponibles en art. Ils veulent être informés sur tous les programmes et les activités qui les concernent.

«Quand nous commençons notre carrière comme artiste visuel, il y a des choses à faire et si nous ne le savons pas, nous ne deviendrons jamais artistes», déclare l'artiste visuelle Julie Caissie, de Moncton, qui propose de créer un réseau où tout le monde aurait la même information.

Certains participants suggèrent que ce portail prenne la forme d'un site Internet, d'un regroupement ou encore d'un lieu physique avec une personne qui s'occupe de trouver l'information et de la rendre disponible. Pour la comédienne et membre du comité d'élaboration du forum, Anika Lirette, cette porte d'entrée doit être beaucoup plus que virtuelle. L'information arrive souvent trop tard, constate-t-elle.

L'ACADIE NOUVELLE: FRANCINE DION

Les jeunes artistes présents au forum ont formulé diverses recommandations lors de discussions en plénière. Ci-haut, Anika Lirette et Marie-Pierre Valay-Nadeau dévoilent les recommandations pour les Arts dramatiques.

«Ce serait une personne embauchée à temps plein qui aurait comme travail de rechercher toutes les possibilités d'avancement et tout ce qui se passe au niveau artistique au N.-B., puis de le mettre sous un même toit et de l'envoyer à tout le monde», affirme-t-elle.

Les artistes auraient accès à de l'information sur les demandes de subventions, les bourses, les infrastructures, les ateliers, de l'aide pour créer un dossier d'artiste, la gestion de carrière et des renseignements sur ce qui se fait dans toutes les régions et bien d'autres. L'auteure-compositrice-interprète Hélène Godin admet que les artistes peuvent trouver de l'information ici et là, mais rien ne vaut une explication de vive voix. Pour ceux qui s'imaginent que c'est facile de s'y retrouver, essayez pour voir.

Parmi les autres recommandations du forum, les participants ont suggéré que les instances culturelles existantes greffent à leur structure un volet émergent afin de garantir une place aux jeunes artistes.

«Nous voulons nous assurer que les artistes émergents ont une place pour faciliter leur chemin», ajoute Julie Caissie.

L'ACADIE NOUVELLE: FRANCINE DION

Plusieurs jeunes artistes émergents ont participé durant la fin de semaine à une série de discussions et d'ateliers sur leur rôle et leurs besoins.

ARCHIVES

René Cormier

Des suggestions concrètes, constate René Cormier

MONCTON - Le directeur général des États généraux des arts et de la culture dans la société acadienne du Nouveau-Brunswick, René Cormier, se réjouit des propositions des artistes émergents.

Sylvie Mousseau
L'Acadie NOUVELLE

Selon M. Cormier, plusieurs suggestions sont réalisables.

«C'est encourageant de se dire que les jeunes artistes d'aujourd'hui, même s'ils travaillent dans l'imaginaire et dans le rêve, veulent des mesures concrètes pour améliorer leurs affaires. C'est assez facile au lendemain du grand rassemblement des États généraux de s'occuper de certaines des demandes qu'ils ont faites», déclare en entrevue René Cormier.

Les recommandations du Forum des émergences seront apportées au rassemblement des États généraux en mai. Anika Lirette estime qu'il était temps que les jeunes se fassent entendre. D'après celle-ci, les propositions qui portent sur la communication, l'information et l'organisation peuvent se réaliser rapidement. Il y en a d'autres qui pourraient prendre un peu plus de temps, surtout à cause du financement. L'artiste visuelle Julie Caissie a même constaté des résultats en fin de semaine.

«Depuis hier, j'ai rencontré des artistes que je ne connaissais pas et il y a déjà un échange. La soirée du cabaret nous a inspirés et la conférence de René-Daniel Dubois, c'était génial. C'est le genre de chose qu'il nous faut pour stimuler la créativité», mentionne-t-elle.

L'auteure-compositrice-interprète Hélène Godin abonde dans le même sens. C'est le début d'une forme de réseau.

«C'est une façon de créer des occasions de se rencontrer et cela s'est déroulé dans une ambiance détendue, intime», souligne-t-elle.

À peu près toutes les disciplines artistiques étaient représentées au forum, à l'exception du cinéma. Leurs demandes sont nombreuses, mais précises. Les participants proposent, entre autres, d'inscrire la danse au programme scolaire avec des enseignants qui ont des compétences dans ce domaine. En art dramatique, il a été suggéré de décentraliser l'École nationale de théâtre. En art dramatique et en danse, les artistes s'insurgent contre le fait que les nouvelles écoles n'aient plus d'auditorium, mais des cafétoriums (un genre de mixte entre une cafétéria et un auditorium). Les comédiens souhaitent que le travail de l'artiste soit mieux reconnu, possiblement par une loi. Les artistes visuels proposent notamment de créer un concours d'artistes émergents avec jury et d'avoir des camps artistiques.

Vivre avec son art, façon René-Daniel Dubois

MONCTON - Auteur, metteur en scène, comédien, essayiste, René-Daniel Dubois parle du rôle de l'artiste avec passion. Dans un discours enflammé présenté au Forum des émergences, hier, il a répondu à sa façon à cette question qui l'anime depuis plusieurs années.

Sylvie Mousseau
L'Acadie NOUVELLE

Cet homme de théâtre du Québec ne croit pas qu'un artiste peut se définir par le succès. «Écrire, ce n'est pas écrire des succès», soutient-il. «Je n'ai rien contre le succès, sauf que nous ne nous pouvons pas se résumer à ça. Il a fallu que je me rebiffe, sinon je *scrabais* mon âme (dans le sens de l'esprit)», déclare l'auteur qui a lui-même connu le succès, notamment avec sa pièce *Ne blâmez jamais les Bédouins*, qui a remporté le Prix du Gouverneur général.

D'après l'auteur, qui ne se gêne pas pour déranger l'ordre établi, la seule question qu'un artiste doit se poser est: «Suis-je capable de vivre sans pratiquer mon art, c'est-à-dire sans écrire pour un poète. Si c'est oui, c'est que vous n'êtes pas poète», souligne-t-il.

Plus de 50 personnes, surtout de jeunes artistes, ont assisté à la conférence de René-Daniel Dubois, hier, à la Galerie 12, à Moncton, à l'occasion du Forum des émergences. Passé maître dans l'art des longues parenthèses, des images colorées et vivantes, l'homme de théâtre a donné une conférence inspirante de plus de deux heures. Un discours de nature philosophique qu'il a conclu avec la lecture d'extraits d'une de ses pièces inédites. René-Daniel Dubois confie qu'il ne veut pas changer personne, mais permettre aux gens de voir qu'il existe un autre chemin que celui qu'on leur a dit de prendre. Il se révolte contre les morts vivants et invite les gens à réfléchir à la conscience.

«Je n'essaie pas de changer les gens. Je fais juste ce que j'ai à faire, j'ouvre les stores, je regarde ce qui se passe dehors, je me rassois, puis j'écris.»

Selon lui, un artiste ne fait pas une mission ou un sacerdoce, c'est une fonction à l'intérieur de la communauté humaine. Le rôle de l'artiste, dit-il, est de faire surgir des regards, des désirs sur les différents événements par lesquels nous traversons. L'artiste doit se demander comment il peut avoir un regard unique sur ces événements.

«Je pense que le job d'un artiste c'est de dire ce qu'il voit, et si cela provoque quelque chose, c'est à ceux qui l'entendent et qui le voient de le décider», soutient René-Daniel Dubois, qui a assisté à l'ensemble des activités du Forum des émergences. «J'ai appris plein de choses depuis deux jours», ajoute-t-il.

L'ACADIE NOUVELLE: FRANCINE DION

L'homme de théâtre René-Daniel Dubois a prononcé un discours enflammé et inspirant sur le rôle de l'artiste, hier, à Moncton.

«La seule question qu'un artiste doit se poser est: "Suis-je capable de vivre sans pratiquer mon art, c'est-à-dire sans écrire pour un poète?" Si c'est oui, c'est que vous n'êtes pas poète.»
- René-Daniel Dubois

- radarts -
Réseau atlantique de diffusion des arts de la scène

À l'approche de la Saint-Valentin, vous tomberez en amour avec cette comédie romantique et ses personnages attachants.

Les Productions L'Entrepôt présentent
DES FRAISES EN JANVIER
Une comédie théâtrale d'Evelyne de la Chenelière
Mise en scène Diane Losier

Violide Dubreuil
Christian Essiombre
Annie LaPlante
André Roy

Le 25 janvier à Saint-Jean – 658.4600
Le 26 janvier à Moncton – 858.4554
Le 27 janvier à Miramichi – 627.4125
Le 28 janvier à Shippagan – 336.3423

www.radarts.ca
Patrimoine canadien Canadian Heritage · New Brunswick · musicaction Canada · Radio-Canada Atlantique · CHAU www.chauteve.com · L'Acadie Nouvelle

à l'affiche

Du 19 au 25 janvier 2007

CINÉ-CENTRE CARAQUET

ROMÉO ET JULIETTE
Ven., 18 h 40 et 21 h 15
Sam. et dim., 13 h, 15 h 40, 18 h 50 et 21 h 15
Lun. à jeu., 18 h 50 et 21 h 15

UNE NUIT AU MUSÉE
Ven., mar. à jeu., 18 h 50
Sam. et dim., 13 h 15 et 18 h 50

L'ESPRIT D'UNE ÉQUIPE
Ven., mar. à jeu., 21 h
Sam. et dim., 15 h 50 et 21 h

ROCKY BALBOA
Ven., lun. à jeu., 19 h et 21 h 30
Sam. et dim., 13 h 30, 16 h 10, 19 h et 21 h 30

L'AVION
Lun., 20 h et jeu., 17 h

CINÉMA PÉNINSULE TRACADIE-SHEILA

ROMÉO ET JULIETTE
Ven. à jeu. 18 h 40 et 20 h 50
Sam. et dim. 13 h 30, 18 h 40 et 20 h 50

THE HITCHER
Ven. à jeu. 18 h 50 et 21 h 10
Sam. et dim. 13h 40, 18 h 50 et 21 h 10

ROCKY BALBOA
Ven. à jeu. 21 h

LES VACANCES
Ven. à jeu. 18 h 30

LE PETIT MONDE DE CHARLOTTE
Sam. et dim. 13 h 50

CINÉ-CAMPUS, U DE M
Pavillon Jacqueline-Bouchard

BON COP, BAD COP
Ven. 19 et sam. 20 janvier, 20 h

LE SECRET DE MA MÈRE
Ven. 26 et sam. 27 janvier, 20 h

EMPIRE 8 THEATRE

ALPHA DOG
Ven. à lun. à jeu., 18 h 55 et 21 h 50
Sam. et dim., 13 h, 15 h 50, 18 h 55 et 21 h 50

THE PURSUIT OF HAPPYNESS
Ven. lun. à jeu., 18 h 50 et 21 h 40
Sam. et dim., 12 h 45, 15 h 35, 18 h 50 et 21 h 40

CHILDREN OF MEN
Ven. lun. à jeu., 19 h 10 et 21 h 55
Sam. et dim., 13 h 10, 16 h, 19 h 10 et 21 h 55

FREEDOM WRITERS
Ven. lun. à jeu., 19 h et 22 h
Sam. et dim., 12 h 35, 15 h 45, 19 h et 22 h

NIGHT AT THE MUSEUM
Ven. lun. à jeu., 18 h 40 et 21 h 10
Sam. et dim., 12 h 30, 15 h, 18 h 40 et 21 h 10

THE LAST KING OF SCOTLAND
Ven. lun. à jeu., 18 h 30 et 21 h 25
Sam. et dim., 12 h 50, 15 h 40, 18 h 30 et 21 h 25

DREAMGIRLS
Ven. lun à jeu., 18 h 30 et 21 h 30
Sam. et dim., 12 h 30, 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30

ROCKY BALBOA
Ven. à jeu., 19 h 15 et 21 h 45

CHARLOTTE'S WEB
Sam. et dim., 13 h 05 et 15 h 40

CRYSTAL PALACE

THE HITCHER
Ven. 18 h 50 et 21 h
Sam. et dim., 12 h 50, 15 h 40, 18 h 50 et 21 h
Lun. à jeu. 19 h et 21 h

CURSE OF THE GOLDEN FLOWER
Ven. à dim., 21 h 10
Lun. à jeu., 21 h

BLOOD DIAMOND
Ven., lun. à jeu., 18 h 30 et 21 h 20
Sam. et dim., 15 h 20, 18 h 30 et 21 h 20

THE HOLIDAY
Ven. à jeu., 18 h 40 et 21 h 30

NIGHT AT THE MUSEUM
Ven., 18 h 50 et 21 h 40
Sam. et dim., 12 h 50, 15 h 40, 18 h 50 et 21 h 40
Lun. à jeu., 18 h 50 et 21 h 20

STOMP THE YARD
Ven., 19 h et 21 h 40
Sam. et dim., 12 h 30, 15 h 10, 19 h et 21 h 40
Lun. à jeu. 18 h 45 et 21 h 10

ARTHUR AND THE INVISIBLES
Ven., lun. à jeu., 18 h 40
Sam. et dim., 13 h, 15 h 20 et 18 h 40

PRIMEVAL
Ven., 19 h et 21 h 20
Sam. et dim., 12 h 40, 15 h 30, 19 h et 21 h 20
Lun. à jeu., 19 h et 21 h 10

BABEL
Ven., 18 h 30 et 21 h 30
Sam. et dim., 12 h 30, 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30
Lun. à jeu., 18 h 30 et 21 h 30

HAPPY FEET
Sam. et dim., 12 h 40

HAPPILY N'EVER AFTER
Sam. et dim., 13 h et 15 h

112017d-3

Shawn Graham attend les recommandations pour fixer les priorités

DIEPPE – Shawn Graham ne souhaite pas que le rapport des États généraux des arts et de la culture devienne lettre morte. Sans toutefois prendre d'engagement précis, le premier ministre entend tenir compte de certaines recommandations pour développer le secteur culturel.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Aujourd'hui, tout le monde s'entend pour dire que la culture est un moteur important de l'économie, ce que reconnaît Shawn Graham, aussi ministre responsable du Mieux-être, de la Culture et du Sport. Il juge ce secteur essentiel pour la prospérité de la province. En 2002, au Nouveau-Brunswick, l'impact économique direct du secteur culturel se chiffrait à 604 millions $ ou 2,85 % du produit intérieur brut (PIB) et le nombre d'emplois s'établissait à 10 614. Pourtant, le budget provincial alloué aux arts et à la culture continue d'être mince, soit un peu plus de 9 millions $. En campagne électorale, Shawn Graham avait promis d'accroître les fonds de 5 millions $ par année.

«Notre gouvernement a hérité d'un important déficit financier, cette année, de plus de 400 millions $. À cause de ça, on a dû faire des choix difficiles en préparant notre budget pour cette année fiscale, mais nous sommes présentement dans la première année de notre mandat et nous avons fait certains engagements envers les arts et la culture dans notre pacte pour le changement et nous regarderons nos promesses durant le mandat. Nous sommes prêts à honorer ça», déclare M. Graham en entrevue à L'Acadie NOUVELLE.

Shawn Graham croit que l'État doit continuer d'appuyer financièrement la culture. Il dit attendre impatiemment les recommandations qui découleront du Grand rassemblement, un projet qu'il qualifie d'ambitieux.

«Nous travaillons en collaboration avec nos partenaires pour déterminer comment nous pourrons répondre à certaines des recommandations. Pour que notre action soit efficace et stratégique, nous devrons cependant établir des priorités», mentionne-t-il.

Le gouvernement du N.-B. s'est associé dès le début au projet des États généraux en investissant 700 000 $ sur deux années. Plusieurs représentants du gouvernement ont participé aussi au chantier de travail et seront présents au Grand rassemblement, indique M. Graham. Le premier ministre assistera aux délibérations, à Caraquet, vendredi et samedi. Si Shawn Graham a pris la responsabilité de la culture, c'est justement pour accroître le niveau d'importance de ce secteur d'activité. «C'est la première fois dans l'histoire de notre province qu'un premier ministre est responsable de ce secteur et je pense que cela démontre l'importance que notre gouvernement met dans cette industrie», souligne M. Graham.

Quand on lui demande s'il envisage de créer un ministère indépendant pour la culture, il répond qu'il est encore trop tôt pour commenter cette proposition qui pourrait figurer à la liste des recommandations des États généraux.

«Aujourd'hui, dans notre Cabinet, il n'y a pas de voix plus forte pour la culture que celle du premier ministre et c'est un premier pas important», ajoute-t-il.

ARCHIVES

Shawn Graham croit que l'État doit continuer d'appuyer financièrement la culture.

Les arts et la culture en chiffres

Les arts et la culture représentent la 9e industrie au pays.
Au Canada atlantique, entre 1996 et 2002, la contribution du secteur culturel et artistique à l'économie provinciale s'est accrue de 37 % au Nouveau-Brunswick, de 44 % en Nouvelle-Écosse, de 44 % à Terre-Neuve-et-Labrador et de 55 % à l'Île-du-Prince-Édouard. La croissance à l'échelle nationale était de 49 %.
Selon les statistiques 2001-2002, au Nouveau-Brunswick, on investit dans la culture 156 $ *per capita*, comparativement à 297 $ *per capita* au Québec.
Créer un emploi dans le secteur des arts coûte 29 000 $, comparé à 200 000 $ dans les autres secteurs.
Le coût des subventions du Conseil des arts du Canada par personne en 2004-2005 se chiffrait à 4,77 $ par Canadien (coût d'un grand café, d'un café moyen et d'une boîte de Timbits chez Tim Hortons). Le coût des subventions du Conseil des arts du Nouveau-Brunswick par habitant en 2003-2004 était de 0,87 $ par Néo-Brunswickois, même pas assez pour un petit café chez Tim Hortons. Ces données ont été tirées d'un document préparé par l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick à partir de plusieurs recherches. - SM

La culture n'est pas quelque chose à part dans la société, pense John Ralston Saul

CARAQUET – John Ralston Saul propose de repenser l'organisation de la société en plaçant la culture au centre de celle-ci.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Ce penseur et intellectuel canadien qui vit à Toronto a écrit plusieurs essais sur l'évolution de la société canadienne et occidentale. Invité à l'occasion du 30e anniversaire de la Fédération culturelle canadienne-française, John Ralston Saul prononcera le discours d'ouverture du Grand rassemblement des États généraux des arts et de la culture, ce soir, à l'agora du Complexe industriel à Caraquet. Au cours de l'histoire, les sociétés qui ont démontré une stabilité et une grande force ont toujours vu la culture comme étant un moteur important partout dans leur organisation, soutient M. Saul.

«Il faudrait qu'on casse, et c'est spécialement important pour les minorités comme les Acadiens, cette idée que la culture est quelque chose à part. Et ça, c'est un vrai problème parce que la culture n'est pas simplement une spécialité que nous faisons juste le week-end ou entre 6 h et 8 h le soir», déclare en entrevue John Ralston Saul.

À son avis, la culture n'appartient pas qu'aux artistes, comme la santé n'appartient pas qu'au médecin. L'intellectuel ne pense pas que le problème soit en premier lieu politique. M. Saul vise plutôt l'éducation. Est-ce qu'on lit suffisamment dans les écoles, est-ce que la culture est vraiment intégrée où elle est mise à part comme partout au Canada? En rencontrant des élèves d'une école, John Ralston Saul peut savoir si la bibliothèque est ouverte tout le temps et s'il y a un bon budget pour les livres. «Quand c'est le cas, les jeunes parlent avec des phrases entières et il y a du contenu dans les discours. Moins les bibliothèques marchent dans les écoles, plus le discours est fracturé», affirme-t-il.

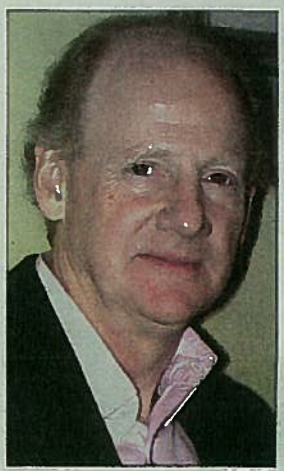
M. Saul s'en prend aussi aux universités canadiennes, francophones et anglophones qui offrent de moins en moins une éducation sociale et culturelle complète.

«Par exemple, on dit pourquoi les docteurs parlent toujours de l'argent qu'ils gagnent, c'est en partie parce que toute l'idée d'un docteur que l'on se faisait à la fin du 19e siècle, c'est-à-dire une personne en avant de la société, qui se bat pour la justice, n'existe pratiquement plus.»

Seulement 1 % de l'ensemble du budget de la santé publique nationale est dépensé pour la prévention. D'après M. Saul, il s'agit là d'un problème culturel.

Enfin, John Raslton Saul a confiance en les minorités culturelles.

«Les majorités sont plus endormies, elles ont trop de confiance, elles sont sûres qu'elles ont le pouvoir et à un certain niveau, elles pensent que c'est un peu naturel, tandis que les minorités sont des gens qui savent que c'est plus dur, qu'il faut faire plus d'effort et se réveiller plus tôt le matin. Ça, c'est une énorme force», ajoute John Ralston Saul, qui estime que l'on traverse en ce moment une période de remontée des cultures régionales et nationales.



ARCHIVES

John Ralston Saul

Opinion

Jean-Marie Nadeau
Chroniqueur
Commentaires:
jmacadie@nb.sympatico.ca

Tous les nationalismes sont dangereux quant à moi, s'ils sont animés par le repli sur soi et l'impérialisme culturel.

L'identité «nivelante» à la canadienne et à la néo-brunswickoise

Même après plus d'une semaine, il est difficile de passer à côté des déclarations boiteuses de fiston Trudeau. On n'a pas deux occasions de faire une première bonne impression. Justin Trudeau a totalement raté le coche. Ses premières déclarations sur la dualité linguistique au Canada ont mis en exergue sa profonde méconnaissance des réalités acadiennes et francophones du pays. Le spectacle est déroutant.

Il a eu beau tenter de s'excuser, sa vérité est sortie de la bouche de l'enfant politique qu'il est. Il fait partie des héritiers politiques de son père qui pensent que le nationalisme des autres est mauvais, puisque le seul nationalisme qui compte, c'est le nationalisme canadien ou «canadian». Qui, autre que Pierre-Elliot Trudeau, a été le plus grand nationaliste canadien, tout en façonnant son nationalisme canadien sur le dos et la négation de l'autre nationalisme, québécois celui-là? Pour eux, les nationalismes québécois et acadien sont de la petite merde dangereuse et doivent être relégués aux oubliettes. Tous les nationalismes sont dangereux quant à moi, s'ils sont animés par le repli sur soi et l'impérialisme culturel.

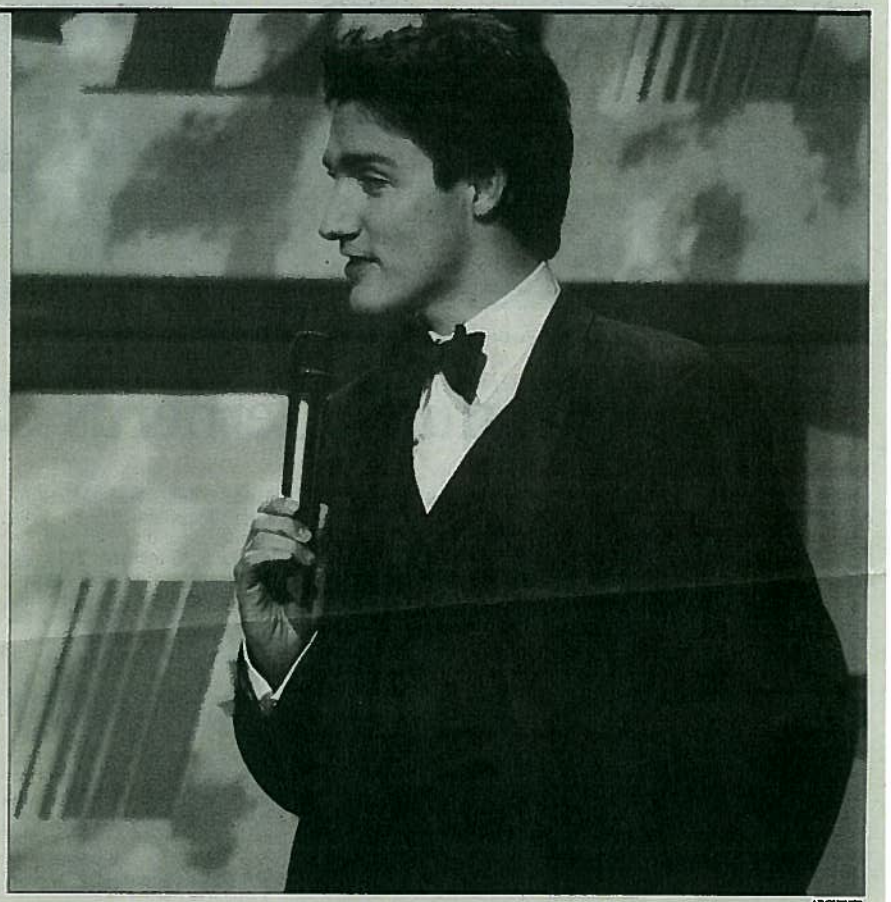
Les seuls nationalismes qui m'intéressent sont les nationalismes d'ouverture, qui offrent aux autres ce qu'on est et ce qu'on a de meilleur comme peuple sans vouloir imposer quoi que ce soit à qui que ce soit. L'intérêt est qu'ils apportent à l'humanité une différence qui enrichit cette humanité.

Nous vivons à une époque où l'empire américain tente de niveler toutes les identités vers le bas et de les absorber. Comme les espèces animales et naturelles qui sont en voie de disparition, il n'y a jamais eu autant de peuples et de langues qui disparaissent dans le monde. Je refuse que l'on justifie ces phénomènes par le darwinisme. Ce n'est plus tellement la nature seule qui élimine les plus faibles, mais la nature chamboulée par les humains qui fait le sale boulot. Avec les moyens de communication que nous avons aujourd'hui, il ne devrait plus y avoir de menaces de disparition de cultures.

Mais l'espèce humaine a la force de résister à ce courant homogénéisant «american». Partout, de plus en plus de peuples s'affirment et percent le mur de l'homogénéité. Le peuple acadien, dans toute sa petitesse et sa grandeur, fait partie du lot de ces peuples gaulois qui résistent à l'assimilation, à l'homogénéisation, et je suis heureux d'en faire partie.

On a en Acadie nos «trudeauistes» qui rêvent avant le temps d'une identité «néo-brunswickoise unifiée» et d'une identité «canadian unifiée» au prix de la dilution de notre identité acadienne. Avec d'autres, je réfute la thèse de John Saul comme quoi le Canada n'est qu'une somme de minorités égales, incluant l'anglaise. À ce compte-là, on doit dire qu'il y a une minorité plus majoritaire que d'autres.

Même dans le cahier du Chantier interculturel soumis aux États généraux des arts et de la culture, issu de dialogues animés par notre lieutenant-gouverneur, on parlait de «bâtir une communauté artistique unifiée». Ça m'apparaît aberrant. Je suis convaincu que ni les Acadiens ni les autochtones ne se reconnaissent aujourd'hui dans cette identité unifiée à laquelle certains aspirent. C'est pourquoi j'ai soumis aux organisateurs le libellé suivant: «bâtir des communautés artistiques solidaires et communicantes», ce qui semble avoir été reçu favorablement.



ARCHIVES

Justin Trudeau a raté son coup en parlant de dualité linguistique, lors d'une récente visite au N.-B.

Je n'ai pas envie de faire partie d'une fondue identitaire qui banaliserait mon identité première, soit l'acadienne. Avant d'être tout le monde, il faut être quelqu'un comme disait Vigneault: être ce quelqu'un pour moi, c'est être acadien avant tout. La meilleure façon pour nous d'être canadiens, c'est justement de l'être comme acadiens avant tout.

Je n'ai aucune objection, sur le plan intellectuel, à envisager dans un temps très, très lointain, que l'on puisse un jour confectionner une certaine identité unitaire au Nouveau-Brunswick sans la dilution de mon identité acadienne: mais, demain ne sera pas la veille. Certaines illustrations pour appuyer mon propos: aucun média anglophone du Nouveau-Brunswick n'a daigné envoyer de journalistes à Caraquet pour couvrir les États généraux des arts et de la culture de la société acadienne. Plus de désintérêt et d'indifférence que cela, tu meurs! Par ailleurs, la réception favorable des médias et des enseignants anglophones au discours de monsieur Trudeau est aussi très significative. Notre gouverneure générale a encore beaucoup de sensibilisation à faire auprès de l'autre communauté avant que ça change.

Là où je concède un point à Justin Trudeau, c'est quand il parle de «trilinguisme» pour y inclure justement les communautés autochtones. Je suis un des rares Acadiens qui prônent depuis longtemps que l'on parle de trilinguisme et de triculturalisme au Nouveau-Brunswick. J'en parlais déjà dans mon livre publié en 1992.

S'assumer soi-même comme peuple ou communauté n'est pas nier l'existence des autres, ni refuser le dialogue. On n'en a jamais eu de facile. Chacune de nos victoires a été le résultat de longues luttes. Ce n'est pas fiston Trudeau qui nous apprendra comment on doit continuer à se tenir debout. Avec cette entrée erratique en politique, Justin risque de disparaître du portrait politique canadien bien avant nous comme peuple.

Les maladies cardiovasculaires et les accidents vasculaires cérébraux causent chaque année 37 % des décès au pays.
1 888 HSF-INFO
Donnez.
FONDATION DES MALADIES DU COEUR

L'ACADIE NOUVELLE: SYLVIE MOUSSEAU

nouvelle directrice du Conseil provincial des sociétés culturelles, Marie-Thérèse Landry, montre sur une carte de la province les 13 sociétés lturelles et les trois centres scolaires communautaires, qui sont tous appelés à jouer un rôle important, selon elle.

Les sociétés culturelles peuvent jouer un rôle majeur, selon Marie-Thérèse Landry

ONCTON - La nouvelle direc- ce du Conseil provincial des ciétés culturelles (CPSC), arie-Thérèse Landry, arrive avec regard neuf. Son objectif: dé- ontrer toute l'importance des ciétés culturelles pour les ré- ons.

lvie Mousseau

vie.mousseau@acadienouvelle.com

«Les agents de première ligne développement culturel sont gens des sociétés culturelles», clare en entrevue Mme ndry, qui est consciente avoir à chausser des souliers de ant.

Elle entend continuer le travail l'ancienne directrice, ymonde Boulay-LeBlanc. Selon arie-Thérèse Landry, il est ur- nt de repositionner le CPSC et ses membres, surtout quand il est question d'aménagement culturel du territoire. À la lumière des conclusions du Grand rassemblement des États généraux des arts et de la culture, Marie-Thérèse Landry a confiance que l'avenir sera meilleur pour ses membres.

«Il me semble qu'il y a bonne volonté du gouvernement. Du moins, moi je l'ai senti. Parce que c'est rare au terme d'un exercice comme celui-là que l'on mette des sous tout de suite sur la table», souligne-t-elle.

La province compte 13 sociétés culturelles et trois centres scolaires communautaires.

«Il y a beaucoup de disparités à l'intérieur de ces 13 sociétés et aussi par rapport aux centres communautaires. Pour la plupart, elles reçoivent du financement à demi-temps ou saisonnier», poursuit Mme Landry qui s'explique mal comment elles ont pu durer.

Dans le concept d'aménagement culturel du territoire, il est évident que les sociétés culturelles peuvent assumer un rôle important. Parmi ses priorités, Marie-Thérèse Landry entend trouver du financement pour consolider le poste d'agent de développement ainsi que pour de la formation aux gens qui oeuvrent dans les sociétés culturelles.

«Il y a un besoin criant de formation. Je pense, par exemple, à l'action politique.»

Marie-Thérèse Landry, qui arrive de Carleton en Gaspésie, travaille dans le secteur culturel depuis 20 ans. Elle a travaillé, entre autres, comme muséologue et à la mise en place d'un réseau avec les institutions muséales. Elle a œuvré aussi en tourisme culturel. Elle croit beaucoup à la force des réseaux. Elle veut maintenir les liens qui se sont forgés avec les sociétés culturelles, comme les municipalités.

«Les 13 sociétés culturelles pourraient être la première étape des bureaux régionaux d'aménagement culturel du territoire. Il faut démontrer comment elles sont importantes», ajoute Mme Landry, qui rappelle que le développement culturel ne touche pas seulement à la présentation de spectacles.

Marie-Thérèse Landry a eu envie de relever ce nouveau défi surtout à cause du milieu qu'elle trouve dynamique.

«J'ai tout à découvrir. J'arrive la tête pleine des États généraux. Ce qui m'a vraiment attirée ici, c'est le dynamisme de la région», ajoute-t-elle.

La Semaine Musique N.-B.: un tremplin pour plusieurs artistes émergents

ST. ANDREWS - Avec 400 participants prévus et 45 artistes en spectacle, la conférence de l'industrie de la musique du N.-B. qui s'ouvre aujourd'hui à St. Andrews mise sur le développement professionnel.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Le directeur de Musique Nouveau-Brunswick, Robert Bellefleur, indique qu'environ 20 % des artistes et des groupes qui présenteront des extraits de spectacles en fin de semaine sont émergents. Sur les 96 propositions de vitrines (minispectacles de 20 minutes) que l'Association de la musique du N.-B. a reçues, 45 ont été sélectionnées pour la 3e édition de la Semaine Musique N.-B. Ce sont tous des artistes du Nouveau-Brunswick, francophones et anglophones. Même si certains n'ont pas encore d'enregistrement professionnel prêt à l'exportation, l'Association a décidé de leur donner une place. À la différence d'autres événements du même genre au pays, le mandat de cette conférence vise le développement de l'industrie.

«Nous voulons leur donner une première occasion de se promouvoir sur une scène professionnelle en avant des délégués, et une fois qu'ils auront leur produit, ils pourront aller dans des conférences nationales ou internationales», déclare Robert Bellefleur.

Tout au long de la fin de semaine, les artistes, les gérants et les autres professionnels de l'industrie assisteront à des sessions d'information, des séminaires et des ateliers sur l'édition, la réalisation, les technologies, l'exportation et le financement afin de parfaire leur carrière. La majorité des professionnels de l'industrie qui ont été invités à donner des ateliers sont issus du milieu anglophone. Toutefois, Musique NB s'est assurée d'avoir la traduction simultanée.

«On vit dans une industrie nationale, américaine et canadienne qui tourne beaucoup autour de l'industrie anglophone. Sachant qu'on avait la traduction simultanée pour les deux communautés, nous sommes allés chercher la meilleure expertise possible», explique Robert Bellefleur.

Il y a également des représentants du Québec, notamment Daniel Seligman de Pop Montréal et Andrée Ménard de Musicaction, ainsi qu'un représentant de la France, Stéphane Konopczynski, du centre culturel La Condition Publique à Lille. Semaine Musique N.-B. accueillera aussi Pierre Lalonde du Fonds de la musique du Canada. Les organisateurs attendent, au total, 150 professionnels de l'industrie, soit des gérants, diffuseurs, acheteurs, réalisateurs et représentants des médias. Des membres du Réseau atlantique de diffusion des arts de la scène et de son pendant anglophone, l'APA, seront présents. La majorité des diffuseurs sont de l'Atlantique. Il y en a aussi des États-Unis et de la France.

Toutes les activités ont lieu au Fairmont Algonquin, à St. Andrews, jusqu'à dimanche. Les vitrines musicales qui se déroulent vendredi et samedi sont ouvertes au public. Ce soir, lors de l'ouverture officielle, Hot Toddy et les Païens seront en spectacle. Parmi les artistes en vitrine en fin de semaine, on retrouve Glamour Puss, Joseph Edgar, Tracy Starr, Christian Kit Goguen, Fayo, pAn, RadioRadio, JP LeBlanc, Roland Gauvin, Suzanne Léger, Ryan LeBlanc, Daniel Goguen, Khalid El Idrissi et la Famille Arseneault.

ARCHIVES

Fayo et Christian Kit Goguen seront parmi les artistes en vitrine lors de la Semaine Musique N.-B. à St. Andrews.

ARCHIVES

Plusieurs points en commun entre francophones et anglophones

ST. ANDREWS - Musique Nouveau-Brunswick, qui compte plus de 450 membres, travaille avec les deux communautés linguistiques de la province. Un beau défi, estime Robert Bellefleur.

Selon celui-ci, les différences entre les deux industries se situent surtout au niveau des marchés et des possibilités. Par exemple, pour les francophones, il y a une compagnie de distribution de disques provinciale et une stratégie d'exportation internationale avec la Société nationale de l'Acadie. Du côté anglophone, cela n'existe pas. Les artistes de l'Acadie bénéficient aussi d'organismes qui les appuient, comme l'Association acadienne des artistes professionnels du N.-B. Malgré ces différences, il y a plusieurs points en commun aux deux communautés.

«Nous devons nous concentrer au niveau du développement professionnel et des infrastructures au N.-B. Nous avons le talent, tout le monde le dit, mais le problème est que très peu de gens s'occupent de la promotion, de les vendre, de les gérer et de les distribuer», déclare M. Bellefleur.

D'après celui-ci, il y a des projets qui se développent actuellement, comme le programme de gérant qui a commencé cet hiver. Au niveau de l'exportation, les artistes autant francophones qu'anglophones sont plus actifs.

«En mars, je crois que nous avions 23 artistes et groupes qui étaient quelque part dans le monde, à l'extérieur du N.-B.», ajoute-t-il. - SM

Semaine Musique N.-B.

L'industrie a besoin de 1,7 M$

ST. ANDREWS - Musique NB propose de créer un programme pour développer les infrastructures de l'industrie de la musique, exigeant ainsi un investissement de 1,7 million $ sur trois ans.

Même si le gouvernement provincial ne s'est pas encore prononcé sur cette question, les responsables de l'association de la musique néo-brunswickoise ont bon espoir que le programme verra le jour dès cette année. Le directeur, Robert Bellefleur, et des membres du conseil d'administration ont rencontré des représentants de divers ministères en janvier, dont le premier ministre Graham.

Les responsables de l'association ont d'ailleurs inclus une somme de 300 000 $ dans leurs prévisions budgétaires de 2007-2008 pour développer, notamment, ce programme. La directrice du Développement des arts, Nathalie Dubois, qui a assisté aux activités de la Semaine Musique NB, a préféré ne pas faire de commentaires sur ce sujet pour l'instant.

M. Bellefleur croit que ce programme correspond aux recommandations des États généraux des arts et de la culture qui appuyaient les propositions de l'association.

«Nous avons indiqué à nos membres que nous le poursuivions et nous allons le faire activement. Nous avons démontré le besoin et le gouvernement a compris la nécessité d'investir.»

Ce programme, qui serait géré par Musique NB, vise à appuyer les entreprises du secteur de la musique qui travaillent dans le domaine de la gérance, de la planification de spectacle, de l'édition, de la promotion, de la distribution.

Ce programme serait complémentaire à l'Initiative Sonore. Musique NB suggère aussi d'accroître le budget du programme provincial d'Initiative Sonore en injectant une somme additionnelle de 615 000 $ sur trois ans. Actuellement, le budget annuel de ce programme est d'environ 400 000 $. - SM

L'ACADIE NOUVELLE: SYLVIE MOUSSEAU

Le son unique du luthiste Khalid El Idrissi (que l'on voit ici en compagnie de Chris Mersereau) en a séduit plus d'un, en fin de semaine.

De la musique pour tous les goûts

ST.ANDREWS - Véritable marathon musical, les 45 extraits de spectacles à la Semaine Musique NB, présentés sur trois scènes, ont illustré une grande variété de styles. Du blues de JP LeBlanc en passant par la virtuosité de Khalid El Idrissi et la musique planante de pAn, jusqu'au rock puissant de Tracy Starr.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Certains se font un plan, alors que d'autres se fient à l'inspiration du moment; les 400 délégués se sont promenés d'une salle à l'autre pour tenter de voir le plus possible des 45 artistes en vitrine à l'Hôtel Algonquin de Woodstock, vendredi et samedi. Il y avait une scène acoustique, une traditionnelle-country et une troisième plus alternative.

«Ça fait faire un peu d'exercice. Selon son plan de programmation artistique, on peut faire des choix», déclare le président du Réseau atlantique de diffusion des arts de la scène, Rodney Doucet, qui s'est amusé à se déplacer d'une salle à l'autre.

Sans avoir réalisé de découverte en termes d'artiste francophone, il a constaté l'évolution des musiciens. Il pense, entre autres, au luthiste Khalid El Idrissi, qui est monté sur scène avec le guitariste Marc-André Léger et le percussionniste Chris Mersereau. Une proposition intéressante.

Sur cette même scène, le public a pu voir l'enfant chéri de St. Andrews, Ryan LeBlanc, qui joue en même temps de la guitare, du banjo, de l'harmonica et des percussions.

Rares sont les événements du genre qui consacrent un espace aux artistes classiques. Parmi eux, le pianiste Julien LeBlanc et la violoniste Isabelle Fournier ont eu droit à une ovation debout.

Dans une salle bondée, le bluesman JP LeBlanc, qui a clôturé la série de vitrines samedi, a réussi à faire danser le public, majoritairement anglophone, sur du blues français. Comme quoi le blues est universel.

Parmi les artistes francophones en vitrine, le créateur du Fantôme de Blanchard, Joseph Edgar, a offert une belle prestation avec les Païens. «C'est intéressant de voir de nouveaux visages et nous avons eu beaucoup de plaisir à jouer», a indiqué Joseph Edgar, à l'issue de la soirée.

Plusieurs artistes en vitrine faisaient face à un nouveau public. Le groupe rap acadien RadioRadio s'était même donné comme défi de faire chanter le public en français.

Il faut mentionner aussi les prestations de Christian Kit Goguen, de Roland Gauvin, de Fayo et de la Famille Arseneault. Tracy Starr et le guitariste Steve LeBlanc ont soulevé la salle, vendredi. La qualité sonore n'était pas toujours à son meilleur dans les salles.

Le public

Les spectacles de la première soirée ont attiré très peu de spectateurs du public. Certains artistes ont joué devant des salles presque vides ou à moitié pleines. En présentant des vitrines sur trois scènes en même temps, cela divise l'assistance et il faut dire que St. Andrews ne compte que 1500 habitants.

Samedi, c'était nettement mieux. Les organisateurs estiment qu'au-delà de 200 spectateurs, en plus des 400 délégués, ont assisté aux spectacles. Les salles étaient remplies à certains moments de la soirée.

Les responsables de Musique NB songent à réviser la formule. Au lieu d'avoir trois scènes en même temps, il y en aura peut-être deux, indique Robert Bellefleur.

«C'est un jeune événement encore et nous sommes en train de nous ajuster», ajoute-t-il.

100 millions $ pour l'industrie touristique

Shawn Graham accepte une importante recommandation du rapport sur l'autosuffisance

L'ACADIE NOUVELLE: BÉATRICE SEYMOUR

Le premier ministre Shawn Graham a été bien accueilli, hier, à Bathurst. Il faut dire qu'il était porteur de bonnes nouvelles.

BERESFORD - Le gouvernement du N.-B. investira 100 millions $ dans l'industrie touristique. Environ 70 % de cette somme ira dans le nord de la province.

Béatrice Seymour
beatrice.seymour@acadienouvelle.com

Le premier ministre Shawn Graham a fait cette annonce lors d'un déjeuner-causerie organisé par Entreprise Chaleur, hier, à Beresford, devant près de 200 personnes.

Cet investissement répond à l'une des recommandations du Groupe de travail sur l'autosuffisance.

Soixante-dix millions de dollars seront uniquement destinés aux régions du Nord.

L'argent sera disponible à partir de la prochaine année fiscale.

«Notre gouvernement réalise que c'est nécessaire de faire un plus gros investissement dans le nord de la province. Cela va servir pour l'amélioration des sites touristiques comme le Mont Carleton ou le Village historique acadien dans la Péninsule acadienne ou encore ici dans la région Chaleur. Nous commençons à mettre en place les stratégies. L'année prochaine, ce programme va être en place avec les fonds nécessaires pour les infrastructures», a déclaré le premier ministre, Shawn Graham.

Ce financement tombe à point pour les régions du Nord.

Les quatre agences de développement économique communautaire du Nord-Est avaient dévoilé en début d'année le rapport d'une étude pour améliorer le tourisme dans leurs régions.

«Depuis un bon nombre d'années, nous demandons d'avoir du financement de surplus pour le développement de l'infrastructure touristique dans la province. Les 70 millions que le gouvernement va investir dans le Nord vont contribuer à l'essor du produit touristique du Nord et vont aider l'ensemble de la province à mieux compétitionner sur différents marchés. Nous voulons développer le tourisme pour les quatre saisons», soutient Réal Robichaud, le directeur général de l'Association de l'industrie touristique du N.-B..

«Il y a certains manquements comme au niveau de l'hébergement, des attractions. Plusieurs choses nécessitent une injection de fonds immédiate», ajoute-t-il.

Chaque municipalité de la région Chaleur a déjà une petite idée sur la manière dont cet argent pourrait être utilisé.

Pour le maire de Petit-Rocher, Pierre Godin, une gare dans le village serait nécessaire. Le train de voyageurs Via Rail fait un arrêt dans la municipalité, mais les passagers ne disposent pas d'un abri.

«Nous avons déjà des projets sur la table comme la gare parce que les gens qui arrivent en train à Petit-Rocher sont normalement des touristes. Une partie de cet argent pourrait nous aider à accueillir les visiteurs et les athlètes pour les Jeux de l'Acadie que nous attendons en 2009. On pense surtout au développement d'un Centre d'interprétation des arts combiné avec le centre minier», a énuméré le maire Godin.

Dans la foulée, le premier ministre s'est engagé à honorer les recommandations du Groupe de travail sur l'autosuffisance en ce qui a trait à l'amélioration des routes rurales ainsi qu'au mandat de Services Nouveau-Brunswick.

Un comité sous la direction d'Entreprises NB examinera les politiques fiscales en vigueur pour les entreprises. Une personne sera nommée dans le but de voir ce qui peut être fait pour simplifier le processus de réglementation, particulièrement pour les entreprises.

ARCHIVES

Paul Robichaud

Une économie ne se bâtit pas sur le tourisme, dit Paul Robichaud

FREDERICTON - Paul Robichaud, le député conservateur de Lamèque-Shippagan-Miscou, n'a pas manqué d'être cinglant envers les promesses du gouvernement libéral à la suite de cette annonce.

Béatrice Seymour
beatrice.seymour@acadienouvelle.com

«Les gens du Nord-Est s'attendaient ce matin (vendredi) à ce que l'on annonce le fonds de développement économique pour le Nord. C'est un 100 millions qu'on nous a promis et c'est très attendu».

«Malheureusement, ce matin, on ne parle pas de ce fonds, mais on nous dit qu'il y a un 100 millions pour l'infrastructure touristique, sans pour autant donner plus de détails, et alors qu'on vient de déposer un budget qui n'y fait pas référence», a lancé le député Robichaud.

Le député tempère l'impact du secteur touristique vis-à-vis du développement économique de la province.

«La vision de Francis McGuire est qu'il y a trois villes au Nouveau-Brunswick et le reste devrait être un grand parc national. Moi je n'y crois pas. Je pense que l'industrie touristique peut aider l'économie. C'est un coup de pouce supplémentaire, mais l'industrie touristique ne peut pas être l'épine dorsale de l'économie du N.-B. Nous devons avoir d'autres infrastructures, d'autres industries, qui vont être la base de l'économie», a-t-il.

Assemblée annuelle de l'AEFNB

Éducation: Lamrock propose un nouvelle vision

... et créera une commission d'enquête sur les écoles francophones

CARAQUET - Le ministre Kelly Lamrock mise beaucoup sur son plan d'éducation afin de placer le Nouveau-Brunswick au sommet. Mais l'enseignant, son principal partenaire pour y arriver, préfère jouer la carte de la prudence pour l'instant.

Réal Fradette
real.fradette@acadienouvelle.com

Le ministre a présenté un avant-goût de ses intentions, samedi, devant les délégués de l'Association des enseignantes et enseignants francophones du N.-B. (AEFNB) réunis à Caraquet. Il prévoit officialiser le tout vers le 5 juin, à l'Assemblée législative de Fredericton.

Trois objectifs vont guider le projet de M. Lamrock. Le premier est d'assurer que chaque enfant qui arrive à la maternelle soit déjà prêt à apprendre. Le deuxième est de faire en sorte que l'élève, arrivé à la fin de sa 5e année, ait acquis les habiletés suffisantes pour lire, écrire et compter. Le troisième propose qu'un élève, au terme de sa 12e année, détienne les outils nécessaires afin de trouver une voie professionnelle où il excellera.

«Des élèves motivés sont des élèves qui réussissent. Si nous voulons bâtir le meilleur système d'éducation possible, nous devons innover et investir», a signifié le ministre de l'Éducation.

Il s'est également engagé à former une commission d'enquête qui évaluera le rôle des écoles dans l'amélioration de la langue française auprès des communautés francophones de la province.

M. Lamrock prévoit mettre en place les premiers éléments de son plan dès septembre 2007. Il accordera une période de cinq ans pour sa mise en œuvre complète. Quant au financement que ça prendra, il l'annoncera la semaine prochaine.

Pour la petite enfance, des ressources seront ajoutées en garderie et auprès des parents. Chez les jeunes élèves, le ministre s'engage à suivre plusieurs recommandations du rapport McKay. Enfin, chez ceux qui sont aux portes des études postsecondaires, il veut notamment rétablir une option des métiers, des beaux-arts et de la musique.

Le plan créera 75 écoles communautaires et un fonds d'innovation de 5 millions $ sera instauré afin d'assurer le partage des bonnes idées en enseignement.

«Certains points seront vus comme des bonbons et d'autres seront accueillis comme si nous demandions à un enfant de manger ses légumes. Ça va prendre l'implication de tout le monde», a indiqué le ministre.

La présidente sortante de l'AEFNB, Louise Landry, et le président désigné Marcel Larocque sont en accord avec le principe du ministre. Par contre, ils se demandent bien comment tous ces engagements seront financés et de quelle façon le ministre placera les ressources nécessaires.

«Un plan pour que les enfants apprennent mieux? Bravo. Mais là où ça bloque, c'est dans la lenteur du processus. Nous sommes obligés d'attendre. Les parents, les enfants et les enseignants veulent de l'action immédiatement», stipule M. Larocque.

Il donne comme exemple les cours de métier. La demande est forte, mais il n'y a pas d'enseignants ni d'installations adéquates actuellement afin d'assurer une formation adéquate, a-t-il constaté.

Mme Landry s'est dite ravie que M. Lamrock se soit engagé dans la commission d'enquête sur les besoins francophones dans les communautés.

«Nous le demandions depuis trois ans. À mon avis, c'est le fait saillant de la fin de semaine», estime-t-elle.

L'ACADIE NOUVELLE-MARIO LANDRY

Le président désigné de l'AEFNB, Marcel Larocque (à gauche), est d'accord sur les principes du plan Lamrock, mais souhaiterait que les échéanciers soient plus serrés.

Des négociations syndicales qui pourraient être longues

CARAQUET - Malgré le beau soleil qui a brillé tout le week-end sur Caraquet, l'Association des enseignantes et enseignants francophones du N.-B. (AEFNB) a vu poindre un gros nuage noir à l'horizon.

L'année 2008 en sera une de renégociation de la convention collective. Et si le passé est garant de l'avenir, la confrontation à venir entre les quelque 7600 enseignants francophones et anglophones de la province et le gouvernement risque de provoquer quelques étincelles.

Le présent contrat de travail de quatre ans, vient à échéance le 29 février. Il avait été signé le 25 juin 2005, après deux ans et demi de discussions parfois arides et d'une menace très sérieuse de grève. Les enseignants avaient finalement fait des gains de plus de 13 % au niveau salarial et sur des points touchant la composition de la salle de classe, notamment.

Cette fois-ci, la donne est différente. L'AEFNB et la Fédération des enseignants du N.-B. feront face à un nouveau gouvernement, qui possède encore très peu d'expérience dans la négociation avec la fonction publique. De plus, l'ambitieux plan d'éducation bientôt proposé par le ministre Kelly Lamrock pourrait servir de carotte au bout du bâton.

Les enseignants ont jusqu'à la fin de la présente année scolaire pour indiquer leurs demandes. Une ébauche sera construite à l'automne et les pourparlers avec le gouvernement devraient débuter en janvier. La question des salaires, des acquis dans la composition de la salle de classe et de la lourdeur des tâches administratives figureront au centre des échanges chez les enseignants.

Le gouvernement prévoit répliquer avec son idée de prolonger la journée scolaire - sa carte maîtresse -, ses intentions de maintenir les dépenses à un niveau équitable et la signature d'une entente à long terme (quatre ans).

Le nouveau président de l'AFENB, Marcel Larocque, est persuadé que les pourparlers ne seront pas faciles. «Nous espérons tous que ça ne sera pas aussi long qu'en 2004. Chaque partie voudra faire des gains. Nos membres sont prêts. La dernière expérience de négociations a été éprouvante et nous sommes passés à deux cheveux d'aller en grève. Je crois que la patience des enseignants sera moins longue, cette fois», dit-il.

Le ministre de l'Éducation, Kelly Lamrock, ne fera pas partie des négociations. Cependant, il souhaite que les enseignants proposent des choses qui serviront avant tout au bien-être des élèves.

«Mon espoir est que nous discuterons des nouvelles approches vers l'élève et non de la doctrine des syndicats», a-t-il commenté. - RF

L'Acadie n'a pas sa place au Réseau de l'information de Radio-Canada

Dieppe (N.-B.) *30 mai 2007* - La Société Nationale de l'Acadie (SNA) a rendu public un document intitulé « La présence de l'Acadie de l'Atlantique au Réseau de l'information (RDI) de la Société Radio-Canada» lors d'une conférence de presse ce jour même. Réalisé dans le but de mieux comprendre qu'elle est la véritable place de l'Acadie sur les chaînes nationales de Radio-Canada, ce rapport met clairement en lumière la place dérisoire réservée à toute réalité extérieure au Québec dans les émissions de la Société d'État.

Pour cela, les données sont flagrantes. Sur le cours d'une semaine, durant laquelle l'étude a été effectuée, on a pu remarquer que dans les bulletins de nouvelles, la place prépondérante occupée par les nouvelles du Québec à RDI est de l'ordre de 80 %, un pourcentage plus que majoré par le fait que les reportages québécois sont diffusés de quatre à neuf fois alors que les quelques reportages d'autres régions du pays ne passent qu'une fois à l'antenne. Cette tendance affecte également les émissions d'affaires publiques. Sur les 17 sujets traités lors de la semaine couverte par le rapport, 14 concernaient uniquement le Québec.

« Alors que le dernier rapport annuel de la Société d'État soulignait « ... *que Radio-Canada doit veiller par ses émissions (...) à ce que tout le monde trouve sa place dans la Société, que tous vivent en bonne intelligence et dans un esprit de coopération»*, il est clair que cette idée n'a pas trouvé d'échos dans les échelons décisionnels et opérationnels de la Société Radio-Canada » affirme la présidente de la SNA, Françoise Enguehard.

La colère gronde, en régions, à l'endroit de Radio-Canada, telle est la triste réalité. La SNA, au nom de ses organismes membres et des quelque 300,000 Acadiens et Acadiennes de l'Atlantique, a déjà demandé une rencontre avec le Conseil d'administration et la haute direction de Radio-Canada pour leur faire part de ses vives inquiétudes et du besoin d'un changement profond. Au cours des prochaines semaines, la SNA prévoit déposer une plainte auprès du commissaire aux langues officielles, M. Graham Fraser, ainsi que de faire état de la situation au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

Enfin, la SNA invite les gens à lire le rapport qui se trouve sur son site Internet (www.snacadie.org).

-30-

Pour plus d'information ou pour demandes d'entrevues, prière de communiquer avec Martine Aubé au (506) 853-4250.

2007-05-31

La SNA part en guerre contre Radio-Canada

La télévision d'État ne reflète pas les réalités des francophones hors Québec, estime l'organisme

DIEPPE - La Société nationale de l'Acadie est à bout de patience. Elle projette de déposer une plainte au commissaire des langues officielles afin que la Société Radio-Canada, notamment le Réseau de l'information (RDI), respecte son mandat national.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

La SNA a rendu public, hier, un rapport qui montre clairement la place réservée à l'actualité de l'extérieur du Québec sur RDI. Sans être exhaustive, l'étude qui a été réalisée sur une semaine, démontre entre autres que dans les bulletins d'information, la place occupée par les nouvelles du Québec est de l'ordre de 80 %.

L'abandon de la fenêtre de l'*Atlantique en Direct*, à l'automne, n'a servi qu'à donner plus de visibilité au Québec, indique-t-on.

Selon ce rapport préparé par Jeanne Renault, les reportages québécois sont diffusés de quatre à neuf fois au cours d'une même journée, alors que les quelques nouvelles d'autres régions du pays ne passent qu'une fois à l'antenne.

La présidente de la SNA, Françoise Enguehard, précise que le problème n'est pas à Radio-Canada Atlantique, mais au réseau national. La SNA juge que la chaîne publique ne respecte pas son mandat de refléter toutes les régions du pays. Mme Enguehard a fait savoir que la colère gronde en régions.

«On sait bien que les bulletins doivent faire un équilibre entre les nouvelles nationales, internationales et régionales, mais quand on parle du pays, on s'attendrait de voir tout le pays», a déclaré Mme Enguehard, en conférence de presse hier à Dieppe.

D'après celle-ci, même si le réseau est présent à certains événements à l'extérieur du Québec, cela n'exclut pas sa responsabilité de montrer le pays au pays. La SNA traîne le dossier de la question de la visibilité des collectivités acadiennes à l'antenne nationale de la Société Radio-Canada depuis 20 ans.

À leur tour, les artistes ont dénoncé cette situation aux États généraux et des arts et de la culture, en mai.

La patience a ses limites et la SNA n'a pas l'intention de rester les bras croisés. Le directeur général de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, Jean Léger, croit qu'il en va de la survie des Acadiens de l'Atlantique.

«Quand j'écoute Radio-Canada nationale, j'entends des nouvelles qui ne me concernent pas du tout. Il faut que ça change», souligne M. Léger qui précise qu'ils ne sont pas les seuls francophones au pays à se plaindre de cette situation.

Sur les 35 heures de télévision qu'elle a regardées, Jeanne Renault a constaté que le vocabulaire utilisé par les animateurs est centré sur Montréal et que la majorité des sujets sont québécois. Même s'il s'agit d'une nouvelle nationale ou internationale, il semble que pour comprendre un dossier, il faut absolument que la référence soit québécoise.

La SNA a demandé une rencontre avec les hauts dirigeants de la Société Radio-Canada, mais elle n'a pas obtenu de réponse. François Enguehard estime que la chaîne publique a tout pour remplir son mandat. À son avis, les questions de concurrence et d'auditoires ne constituent pas des arguments valables pour un réseau public.

La SNA a aussi l'intention de présenter la situation au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

L'ACADIE NOUVELLE: FRANCINE DION

La présidente de la SNA, Françoise Enguehard et le directeur général de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, Jean Léger, n'ont pas été tendres à l'endroit de la Société Radio-Canada, hier.

Des améliorations d'ici six mois à un an, promet la SRC

MONCTON - Des actions ont déjà été prises pour rehausser la couverture de l'actualité de l'Atlantique à l'antenne nationale, soutient un porte-parole de la Société Radio-Canada à Montréal, Denis Pellerin.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

«Ce sont des réalités qui ne sont pas nouvelles. Nous les entendons et nous tentons de trouver des moyens de mieux répondre à notre mandat», déclare le directeur des communications régionales à Radio-Canada.

Il juge toutefois que la méthodologie du rapport de la SNA est un peu boiteuse. D'après lui, le rapport ne présente qu'une vision partielle de la réalité. Si d'autres journées avaient été choisies, les résultats auraient peut-être été différents. Mais somme toute, M. Pellerin admet qu'il y a encore du travail à faire pour améliorer la visibilité de l'ensemble des réalités francophones du pays et reconnaît la validité de certains points soulevés par l'étude de la SNA.

La direction de Services français de Radio-Canada a répondu au rapport de la SNA et Denis Pellerin s'est déplacé de Montréal à Moncton, afin de répondre aux questions des journalistes.

«Le vice-président principal de Radio-Canada, Sylvain Lafrance, est déterminé à faire en sorte qu'il y ait une meilleure représentation dans les émissions nationales. Il y a une structure de gestion qui a été mise en place pour que les contenus nationaux qui se passent en région n'échappent pas aux émissions nationales», affirme M. Pellerin.

D'après lui, les téléspectateurs peuvent s'attendre à voir la différence à l'écran d'ici six mois à un an. M. Pellerin explique que des ressources journalistiques seront redéployées sur le terrain. L'ajout d'un bulletin de nouvelles régional en Atlantique, la fin de semaine, en septembre, contribuera certainement à alimenter l'antenne nationale, indique-t-il.

«L'équilibre que l'on cherche à atteindre n'est pas facile à faire particulièrement à RDI dans un marché de concurrence», poursuit M. Pellerin

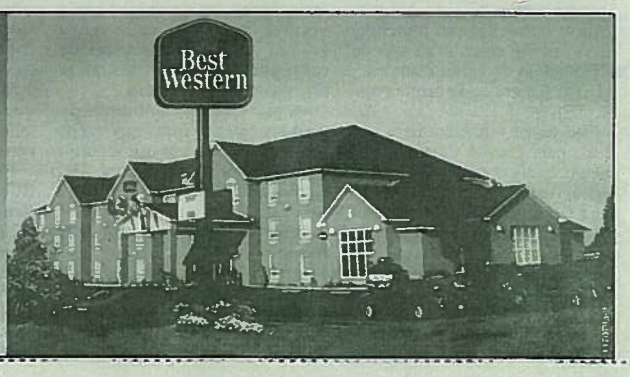
Il précise que RDI a beau être une chaîne publique, son financement est précaire. En étant une chaîne spécialisée, elle est soumise à des règles de fonctionnement précises. Le réseau est financé par les revenus commerciaux et les redevances payées par les câblodistributeurs et les distributeurs de signaux satellites. De plus, 85 % de la population francophone se trouve au même endroit (au Québec).

M. Pellerin ajoute que la direction de Radio-Canada est disposée à rencontrer les responsables de la SNA.

La présidente de la SNA, Françoise Enguehard, voit de bon œil la venue de M. Pellerin à Moncton. Quant à la plainte au commissaire aux langues officielles, Denis Pellerin ajoute que la Société Radio-Canada suivra le cours des choses.

«Si jamais le commissaire aux langues officielles nous demande des comptes, on lui répondra», ajoute-t-il.

Renseignez-vous sur notre forfait plaisir familial.
BEST WESTERN MONCTON
Inscrivez-vous au programme de fidélité GRATUIT de Best Western
Réservations sans frais 1 888 887-8788
300, chemin Lewisville, Moncton



Un festival de théâtre à développer avec soin

GRACIEUSETÉ

Le Festival de théâtre tout public en Acadie est appelé à croître au cours des années à venir.

CARAQUET - «Je pense qu'un festival, quel qu'il soit, ça prend du temps à bâtir et à se faire une réputation. C'était une première édition et je sens que ça peut aller loin. Ça peut devenir un festival très important», résume le directeur artistique et général du TPA, Maurice Arsenault, au sujet du premier Festival de théâtre tout public en Acadie.

Jessica Ébacher

jessica.ebacher@acadienouvelle.com

Même si les espérances du nombre de spectateurs étaient moindres qu'escomptées, ce dernier voit plusieurs points positifs de cette première édition.

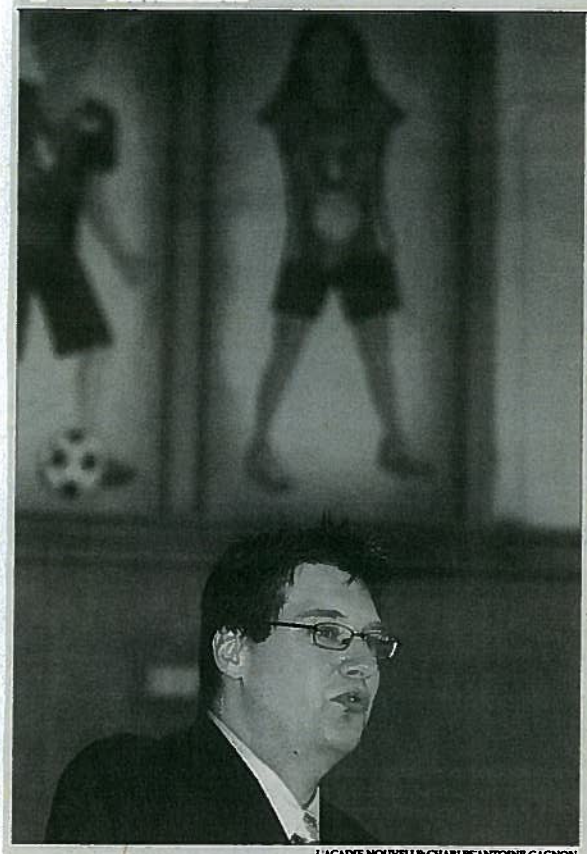
«Les artistes qui ont participé au festival ont été très contents de leur accueil au TPA. Ils ont fait de belles rencontres entre compagnies et ça, pour moi, ça vaut tout l'or au monde», souligne M. Arsenault.

Il estime qu'un autre des points forts du festival relève de la contribution des jeunes. Cinq projets étudiants avaient été octroyés au TPA, quatre stagiaires en technique de scène du Collège Montmagny, au Québec, s'étaient joints à l'équipe et quatre comédiens étudiants de la troupe du Théâtre du Sursaut, de l'École nationale de théâtre, ont présenté une pièce, *Théâtre sans animaux*.

«Le public a reconnu la diversité et la qualité de la programmation. Les gens ont beaucoup aimé», ajoute le directeur.

M. Arsenault compte bien tenir d'autres éditions et projette d'apporter plusieurs ajustements. Il s'y prendra notamment plus tôt pour l'organisation et la promotion.

Le directeur estime que la saison touristique, qui a été lente à démarrer, a été peu favorable au festival et que le bouche-à-oreille a pris son élan tardivement. Une fois que la saison touristique était bien amorcée, les vacanciers avaient l'embarras du choix des activités de toutes sortes dans la Péninsule acadienne. Parmi les modifications qui pourraient avoir lieu l'an prochain, le festival pourrait être appelé à commencer plus tard, mais en force.



L'ACADIE NOUVELLE: CHARLES-ANTOINE GAGNON

Le ministre Kelly Lamrock a dévoilé un plan de cinq ans, hier, dans le gymnase de l'école intermédiaire Devon de Fredericton.

À la poursuite de l'excellence

Le Plan d'éducation veut faire du système scolaire néo-brunswickois le meilleur au pays

FREDERICTON - Le Plan d'éducation du ministre Lamrock a pour cible l'intérêt et le développement de l'enfant afin de le rendre prêt à affronter chaque étape importante de son apprentissage, et ce, de la maternelle à l'université.

Charles-Antoine Gagnon
fredericton@acadienouvelle.com

Ce n'est donc pas pour rien que le document de 32 pages rendu public hier s'intitule *Les enfants au premier plan*.

La littératie, et les mathématiques, les sciences et l'éveil des passions figurent parmi les points centraux du plan de cinq ans.

«On veut que chaque enfant, avant qu'il quitte la 5e année, ait l'habileté de lire, d'écrire et d'avoir les connaissances en mathématiques. Si un élève a des difficultés, on devra répondre avec les ressources et ceci rapidement», a indiqué le ministre de l'Éducation, Kelly Lamrock.

La nouvelle politique en matière d'éducation comprend pas moins de 140 mesures visant à faire du N.-B. le chef de file en éducation, selon les ambitions du gouvernement Graham.

Parmi ces mesures, il y a, par exemple, mettre davantage l'accent sur l'enseignement des sciences en début de scolarité, concevoir un plan pour atteindre l'objectif de 150 minutes d'activités et d'éducation physique par semaine et mettre sur pied l'initiative Je suis prêt pour l'école, destinée à préparer les enfants et leur famille à l'entrée en maternelle.

«En septembre, plusieurs jeunes, incluant ma fille, seront nerveux à leur premier jour à l'école. En 2020, ils s'avanceront confiants à leur cérémonie de fin d'études secondaires en direction d'un N.-B. autosuffisant. Ils auront besoin d'habiletés», a notamment anticipé le ministre de l'Éducation.

«Ils devront être des citoyens du monde, être capables de travailler avec des personnes d'autres cultures, parlant d'autres langues et avec d'autres idées. Ils devront donc avoir de profondes racines dans leur propre culture et leur propre histoire. Plus important encore, ils devront avoir les outils pour un apprentissage continu tout au long de leur vie», a ajouté Kelly Lamrock.

Dans le coffre à outils du ministre Lamrock, il y a, entre autres, un Fonds d'innovation en apprentissage de 15 millions $ pour les deux prochaines années dont les sommes serviront, entre autres, à financer des projets novateurs des enseignants dans la réussite des élèves. Les résultats pourront être utilisés par d'autres écoles moins fortes.

«Nous aurons un curriculum en ligne présentant les meilleures idées, les meilleurs sites Internet et les meilleures présentations électroniques de nos meilleurs enseignants. Nous aurons des conférences sur les meilleures pratiques qui seront dirigées non pas par le gouvernement, mais par nos leaders en enseignement. Dans cinq ans, nous aurons un corps professoral plus entrepreneurial et ceci commence en investissant dans l'innovation», a raconté le ministre de l'Éducation.

Les faits saillants du Plan Lamrock:

Les trois buts

1. Au moment où ils entreront en maternelle, les enfants seront prêts à entreprendre leur parcours scolaire;
2. À la fin de la 5e année, les enfants auront maîtrisé les habiletés de base en lecture, en écriture et en mathématiques;
3. Avant la fin de leurs études secondaires, les enfants auront eu l'occasion de découvrir leurs forces ainsi qu'un domaine qui les passionne.

Huit engagements, incluant plus de 140 mesures, dont:

- Bien préparer l'enfant à l'école;
- Accroître les possibilités d'apprentissage dans les domaines des métiers et des arts en créant l'initiative J'élargis mes horizons;
- Offrir des camps d'initiation aux études postsecondaires aux élèves de la 7e à la 12e année;
- Établir un Fonds d'innovation en apprentissage qui appuiera les projets novateurs d'enseignants et d'équipes scolaires, et qui encouragera la participation des collectivités et du secteur privé;
- Entreprendre une révision des rôles, responsabilités et compétences du personnel scolaire concerné au chapitre de l'inclusion scolaire;
- Lancer 75 nouveaux projets d'écoles communautaires dans le cadre de la nouvelle Politique des écoles communautaires;
- Travailler avec le ministère du Mieux-être, de la Culture et du Sport à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'une politique culturelle et linguistique pour le secteur francophone;
- Trouver de nouveaux moyens pour réduire l'intimidation, la violence, l'homophobie et d'autres formes de discrimination et consulter les jeunes par l'entremise de sondages.

De nouvelles initiatives bien accueillies

ARCHIVES

Louise Landry donne une bonne note au ministre de l'Éducation.

FREDERICTON - L'opposition qualifie le Plan Lamrock de «réemballage» du Plan d'apprentissage de qualité qu'avait élaboré l'ancienne administration Lord.

Charles-Antoine Gagnon
fredericton@acadienouvelle.com

La critique progressiste-conservatrice en matière d'Éducation, Madeleine Dubé, a précisé que la nouvelle politique en éducation s'est inspirée de plusieurs objectifs que s'était fixés l'ancien gouvernement, notamment en matière de littératie.

Mme Dubé applaudit la nouvelle initiative des écoles communautaires. Le Plan Lamrock prévoit la création de 75 écoles communautaires où les entreprises et les bénévoles sont appelés à apporter leurs savoirs aux jeunes. L'école Champlain, à Moncton, est un exemple d'une école communautaire.

La députée d'Edmundston-Saint-Basile a cependant de la difficulté à comprendre pourquoi le gouvernement a annulé le programme de prématernelle lorsqu'il est arrivé au pouvoir, s'il dit que les initiatives pour la petite enfance sont tellement importantes.

Bonne note

De son côté, la présidente de l'Association des enseignants francophones du N.-B. (AEFNB), Louise Landry, a donné une bonne note au Plan Lamrock.

«On met beaucoup l'accent sur l'intégration des services pour appuyer le personnel scolaire au niveau des interventions qu'on a à faire selon les besoins des enfants, s'est réjouie Mme Landry. Un point qui nous a énormément plu aussi est la création d'une commission d'enquête qui étudiera les défis particuliers des écoles francophones, quelque chose que l'on demande depuis trois ans», a continué la présidente de l'AEFNB, qui s'est dite déçue que le plan ne comporte pas vraiment de détails précis sur la façon dont les objectifs énoncés par le ministre seront atteints.

ARCHIVES

Madeleine Dubé

Le président de l'Association des directeurs d'écoles francophones, Claude Boudreau, a dit apprécier que le Plan Lamrock mette l'accent sur les performances des élèves.

«Nous avons toujours une vision de la réussite, mais là, le ministre nous a présenté ses façons d'y arriver», a mentionné M. Boudreau.

La culture francophone canadienne tous les jours à Radio-Canada

DIEPPE - La télévision de Radio-Canada donnera une vitrine quotidienne sur la vie culturelle et sociale des francophones d'un bout à l'autre du pays, à compter de l'automne.

L'Acadie NOUVELLE

Société, politique, arts et culture, toutes les dimensions de la vie des francophones du pays seront traitées quotidiennement dans le cadre d'une nouvelle émission de 60 minutes qui sera diffusée du lundi au vendredi dès le début de la saison d'automne.

Ce nouveau magazine, produit à Ottawa avec le concours des équipes régionales de Radio-Canada en Atlantique, au Québec, en Ontario et dans l'Ouest permettra aux téléspectateurs de l'ensemble du réseau français de prendre conscience des richesses, des défis et des particularités de la vie française dans toutes les régions du pays.

Le directeur général des services régionaux de Radio-Canada, Louis Lalande, a souligné l'importance de cette nouvelle émission: «La création d'un rendez-vous quotidien axé sur la réalité des francophones de tous les coins du pays répond à une priorité des services français de Radio-Canada en augmentant la visibilité des régions au réseau et en misant davantage sur le talent de nos équipes et collaborateurs d'un océan à l'autre. Nous souhaitons que cette émission devienne un véhicule privilégié de communication entre les diverses communautés, un point de rassemblement et un symbole de la vitalité francophone au Canada.»

La semaine dernière, la Société nationale de l'Acadie a dévoilé un rapport qui témoigne du peu de visibilité que la télévision publique nationale et le Réseau de l'information accordent à l'actualité des francophones de l'extérieur du Québec. Les détails concernant le concept de l'émission, qui comprendra des entrevues et des reportages, ainsi que l'animation, le titre et l'heure de diffusion seront annoncés lors du lancement de la saison automne-hiver 2007.

J'apprends... avec mon enfant.
Alphabétisation familiale
au Nouveau-Brunswick
1-866-473-4404

Arts, culture key to Metro's growth

Lively arts scene adds to quality of life in region

BY CATHY DONALDSON
TIMES & TRANSCRIPT STAFF

It seems no one would argue that Metro Moncton's arts and culture scene is alive and well, with many in the creative community suggesting that the number and quality of cultural resources in the area have increased in recent years.

And there also appears to be little doubt that a thriving arts community directly benefits the local economy.

But what do the coming years hold for arts and culture in our region?

According to Colette McLaughlin, interim Community Development Officer for Arts and Culture for the City of Moncton, the future is bright.

"The city recognizes arts and culture and how they contribute to our quality of life," says McLaughlin. "Creativity leads to innovation and that's key to economic growth."

Arts and culture is one of seven priorities that have been identified in the city's strategic plan entitled Vision 2010.

According to that document, the city wants to nurture a dynamic arts and cultural community, "promoting expression from the diversity of groups in our city and encouraging all citizens to celebrate all cultures and their artistic achievements."

CONTRIBUTED PHOTO

Arts and culture has been identified as one of seven priorities in the city's strategic plan, Vision 2010.

The city hopes to do so by promoting and encouraging public art in new construction, existing buildings, parks, public and open spaces, as well as by encouraging the availability of public display spaces for artists. In addition, Vision 2010 points to the need to build the arts through events, such as festivals.

"I know that as a municipality, we also want to make sure that we build bridges between different artistic communities," says McLaughlin.

With an aging population and an expected shortage of skilled workers forecast, the city must expand its artistic and cultural offerings, since they are key to attracting and retaining younger, skilled workers.

"We need to increase the profile our artists," says McLaughlin. "It's a major strength for our region."

She points to the multitude of arts venues, events and industries now in place, such as Theatre l'Escaouette, the Atlantic Ballet Theatre, the Capitol Theatre, the Frye Festival, FrancoFête, Irishfest, the new Highland Games, local music festivals and concerts, and the region's film scene.

One of the ways the city hopes to increase the profile of the arts in the short term is through an "outdoor arts series" to help local artists and groups increase their visibility and to allow the public to be exposed to art in its many forms, says McLaughlin. The city is currently seeking artists and performers who work in a variety of art forms such as music, live visual arts, dance, poetry, theatre and inter-disciplinary performances.

➤ See VIBRANT, 55

Moncton offers wide range of shops, restaurants

➤ Continued From 53

nomic development agencies.

Guy Leger, executive director of Enterprise Kent, said a lot of people in his area support their local restaurants and car dealerships. But when there's something they just can't find at their local store, Metro Moncton is typically where they go to get it. In the northern area, they'll generally head to Miramichi, which also has a lot to offer.

"People will go for shopping, and so forth," Leger said.

"Some of those products and services are not always available in our respective regions. It would really have to be something different."

Clothing stores are often a drawing card because there are few stores in Kent County.

And while they're down in Moncton for that day trip, visitors might stop for a bite to eat.

Jeff MacTavish, Miramichi's director of economic development, agreed with Leger. People in Moncton for specialty items or specialty dining if those things aren't already in Miramichi.

"There's still a few things that are missing in Miramichi that I am trying to attract," MacTavish said.

"They're definitely going there with a purpose and maybe to see what alternatives there are compared to what's being sold here in our local shops."

In talking with people on the ground, MacTavish said that younger people especially are traveling to Moncton for high-end offer electronics in the Miramichi area, there often isn't enough competition to lower the prices.

"There is a definite lack of competition in some areas of our city," MacTavish said.

"I think there's still those specialty niches available in the Miramichi area that just haven't been taken advantage of yet," MacTavish said.

While she loves the shops and restaurants, Campbell admits that her routine journeys to Moncton also have another allure.

Region has benefited from growing arts sector

➤ Continued From 56

touch people that way."

The annual Fundy Studio Tour also lets the public be active participants in the arts, says Orchard. More than a dozen artists from Riverview to Alma open their studios from the Victoria Day weekend until the end of summer or early fall.

Artists and craftspeople in the area say they have witnessed firsthand how the region has benefited from a growing arts sector.

"Thirty years ago, we didn't have a writer, a poet, a visual art," says Moncton native Romeo Savoie, a renowned visual artist and poet who now lives in Grand Barachois. "We are the first generation of poets, writers and visual artists. There are now at least 50 of us within the Acadian community."

Savoie was largely responsible for the establishment of Galerie Sans Nom in Moncton's Aberdeen Cultural Centre, a local mecca for the arts, and is one of the founding members of Galerie 12, also located at the Aberdeen.

The Université de Moncton has been a great training ground for many artists, Savoie notes, adding that the community also benefits from what he describes as the "exceptional" Louise and Reuben Cohen Gallery, located on the university campus.

Savoie points to the need for a major commercial gallery for contemporary art in Metro Moncton. As well, he says there should be a major museum in the area to attract tourists and locals alike.

Visual artist Nancy King-Schofield, another founding member of Moncton's Galerie 12, moved to Metro Moncton in the mid 1980s and has also seen massive growth in the arts scene, particularly within the Acadian community.

For many years, King-Schofield, who now lives in Grand Barachois, had a studio at the Aberdeen Cultural Centre. In addition to Galerie 12 and Galerie Sans Nom, the centre is home to many artists' studios as well as Imago, an artist-run print shop, and Studio Graph, a photography and framing studio.

King-Schofield points to the need to maintain and encourage artistic pursuits by those of all cultures.

"My view is that without culture in our society, there really is very little," she says. "It's a wonderful way to look at life in a very unordinary way."

A recent summit on arts and culture held in Caraquet by the New Brunswick Acadian professional artists' association pointed to the need for arts to be part of economic development plans across the province.

Enterprise Greater Moncton CEO John Thompson says he would like to see similar discussions about the arts in the local area.

EGM has been doing a study on the impact of arts and culture on economic development, says Thompson. The analysis, which is looking at details such as number of jobs created and types of services being used, may be released by month's end.

"The challenge is to make sure people don't take arts and culture for granted," says Thompson. "Some think it doesn't have a direct economic impact. But it has both a direct and indirect economic impact."

He says quality of life helped Moncton earn the title of fifth-most business friendly municipality in the small city category in a recent North American survey by Foreign Direct Investment magazine.

One of the reasons Metro Moncton is unique is its ability to celebrate anglophone and francophone cultures together, as well as "emerging cultures", those of immigrants coming to the area, Thompson adds.

EXIT®
EXIT REALTY ASSOCIATES
IS GROWING!
382-EXIT (3948)
Service Bilingue/Bilingual Service
www.exitmoncton.com

Opinion

Jean-Marie Nadeau
Chroniqueur
Commentaires:
jmacadie@nb.sympatico.ca

Il y a péril en la demeure acadienne du Nouveau-Brunswick. On ne peut plus tergiverser. Plusieurs acteurs de la vie associative acadienne devront faire montre d'un peu plus de grandeur et de générosité.

Une urgente solidarité souhaitée

On ne sait pas trop ce qui se passe, mais il semble que la perspective des vacances entraîne une brochette d'activités et de propositions. Que ce soient le Sommet des francophones à Ottawa, de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), le Rendez-vous Acadie-Québec de Rivière-du-Loup, l'assemblée annuelle de la Société nationale de l'Acadie (SNA) à Chéticamp, ou encore l'assemblée annelle de l'Association acadienne des artistes professionnels acadiens (AAAPNB) à Shédiac, on baigne dans une avalanche d'informations qui sont parfois difficiles à digérer.

En toile de fond, j'ai lu le dernier livre de Joseph-Yvon Thériault intitulé *Faire société*. Ce qui frappe en lisant ce livre, quand on le confronte à nos réalités quotidiennes, c'est qu'il reste encore beaucoup à faire en Acadie avant que l'on atteigne la pleine maturité comme société. Il est pertinent de se demander s'il y a encore une volonté réelle au sein de notre communauté de devenir et de se comporter comme une société pleine et entière, de «faire société».

On possède de plus en plus d'attributs qui nous rapprochent de ce statut de société autonome. Il n'y a qu'à penser aux nombreuses institutions et organisations qui en définissent les pourtours. Ce qu'il nous manque, c'est une direction commune et un leadership rassembleur qui nous permettraient de mieux cheminer ensemble collectivement. Ça fait terriblement défaut.

On ne peut plus et on ne veut plus développer notre société en vase clos. On ne peut plus, non plus, se réjouir sans réserve du développement global de l'Acadie du Nouveau-Brunswick quand on sait que de grands pans de notre société et des régions sont laissés pour compte. Avec M. Thériault, je suis d'accord de reconnaître que plusieurs Acadiens se sont enrichis au cours des dernières années, et on peut s'en réjouir. Pourtant, cet enrichissement individuel ne se transforme pas automatiquement en enrichissement collectif. Mais ça peut donner des atouts supplémentaires pour y parvenir...

Il est donc de bon aloi que l'Acadie du Nouveau-Brunswick aille sporadiquement se promener ailleurs, pour y intervenir, tant à la FCFA, à la SNA, ou encore au rendez-vous économique de Rivière-du-loup. Nos contributions à ces différents forums seraient sûrement plus utiles et pertinentes si, avant d'aller se pavaner ailleurs, on savait mieux clarifier entre nous où on essaie d'aller collectivement. Les yeux de la Francophonie canadienne sont rivés sur nous. Ça entraîne de lourdes responsabilités. Ce manque de rigueur et de clarté pourra nous être reproché très bientôt, et avec raison. On ne peut colporter ailleurs ce qu'on n'est pas, soit une société sûre d'elle-même et qui sait où elle va. Si ça continuait comme cela, on pourrait être accusé de faire de la fausse représentation.

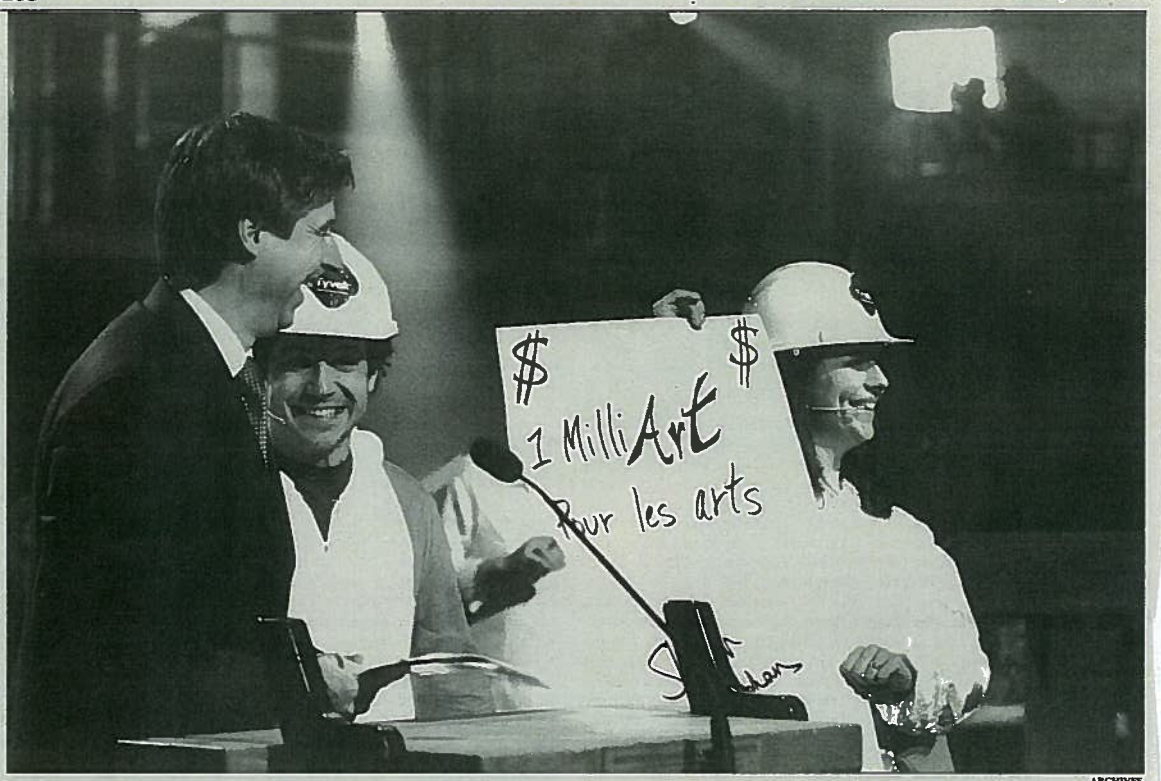
Des efforts louables ont été faits, ces dernières années, afin de clarifier collectivement notre destinée collective. Malheureusement, les travaux de la Commission sur la gouvernance semblent être tombés à plat. Ce serait une erreur monumentale de rejeter en bloc les enseignements issus de cet exercice. Il faut qu'il y ait un travail de récupération et de recyclage de certaines idées qui en ont émergé pour faire un pas de plus vers une gouvernance collective plus transparente et mieux articulée.

Les travaux faits lors des États généraux des arts et de la culture me sont apparus plus clairs, en termes de suivis à assurer. Il y aurait peut-être lieu de tirer des leçons de ces travaux afin de les adapter pour mieux définir notre gouvernance acadienne. Encore une fois, les artistes nous auront tracé une voie positive.

Il y a péril en la demeure acadienne du Nouveau-Brunswick. On ne peut plus tergiverser. Plusieurs acteurs de la vie associative acadienne devront faire montre d'un peu plus de grandeur et de générosité. Ça commande d'urgence un grand sens des responsabilités collectives, au-delà de nos visées sectorielles ou corporatistes qui, soit dit en passant, sont toutes aussi légitimes les unes que les autres. Personne d'autre que nous, comme société, ne peut corriger le tir et remettre les pendules à l'heure de notre avancement collectif. Il est à souhaiter que nos dirigeants d'organismes acadiens sachent se ressaisir rapidement, lors de la prochaine rencontre du Forum de concertation des organismes acadiens. La confusion actuelle entourant la gouvernance acadienne et la valse-hésitation à tirer au clair nos enjeux de société ne peuvent être que dommageables à l'épanouissement que l'on mérite collectivement. Si on ne veut pas le faire pour nous, on doit au moins le faire pour ceux qui comptent sur nous. Il est à souhaiter que la solidarité acadienne, dans le respect de toute sa diversité, vaincra!

ARCHIVES

Les travaux faits lors des États généraux des arts et de la culture me sont apparus plus clairs, en termes de suivis à assurer. Il y aurait peut-être lieu de tirer des leçons de ces travaux afin de les adapter pour mieux définir notre gouvernance acadienne.



ARCHIVES

Les artistes acadiens espèrent toujours que le gouvernement provincial augmente de façon significative le budget alloué aux arts et à la culture.

Après les États généraux... les artistes persistent et signent

Les artisans de la culture ont de nouveau réclamé plus d'argent et une loi sur le statut de l'artiste pendant l'AGA de l'AAAPNB

DIEPPE - Réunis en assemblée générale annuelle à Shédiac, les artistes acadiens confirment l'importance de créer une loi sur le statut de l'artiste et d'accroître le financement provincial des arts et de la culture.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Une cinquantaine d'artistes et d'observateurs extérieurs ont assisté aux délibérations de l'Association acadienne des artistes professionnels du N.-B., en fin de semaine. Sous le thème Après les États généraux... les grandes actions à l'oeuvre!, cette AGA a invité les membres de l'AAAPNB à prendre connaissance des mandats confiés à leur organisme pendant les États généraux. L'objectif principal était de déterminer les priorités dans la liste des recommandations.

Les membres se sont penchés notamment sur les 12 actions qui touchent à l'artiste créateur. Le comité travaille pour la mise sur pied d'une loi sur le statut de l'artiste. L'objectif que le gouvernement provincial augmente de façon significative le budget alloué aux arts et à la culture arrive aussi en tête, indique Jacynthe Breau, de l'AAAPNB.

«Ce n'est pas quelque chose que nous allons obtenir dans la prochaine année, mais c'est important que nous commencions à y travailler maintenant», déclare-t-elle.

Ce sont deux propositions qui contribueraient à améliorer de façon substantielle les conditions de vie des artistes. Lors du Grand Rassemblement des États généraux des arts et de la culture, dans son rapport, Philip André Collette soulignait que 40 ans de changements et d'évolution de la société acadienne avaient changé peu de choses au statut socioéconomique des artistes professionnels. Au Nouveau-Brunswick, le revenu moyen des artistes était de 15 437 $ en 2001, alors que celui de la population active était de 24 971 $.

«Je crois que les relations avec nos partenaires au niveau provincial sont de plus en plus ouvertes. On sent que c'est un travail de collaboration et de partenariat. C'est certain qu'au niveau du financement, c'est large. Il y a plusieurs priorités dont l'Association a été mandatée de poursuivre, et cela va se faire à travers différentes représentations», mentionne Mme Breau.

Parmi la cinquantaine d'actions proposées au Grand Rassemblement, les membres de l'AAAPNB souhaitent mettre sur pied un centre de ressources et d'information à l'intention des artistes.

«Ce serait pour les aider dans leur recherche de bourse, d'information et de perfectionnement professionnel. Il serait là, entre autres, pour aider les artistes émergents», ajoute-t-elle.

L'AAAPNB réunit 250 artistes professionnels répartis dans les six disciplines suivantes: arts visuels, cinéma-vidéo, danse, littérature, musique et théâtre.

L'événement Éloize sera maintenu

DIEPPE - L'événement Éloize sera maintenu dans les années futures.

L'Association acadienne des artistes professionnels du N.-B. a pris cette décision en fin de semaine. Le gala de remise de prix sera dorénavant accompagné d'une série d'activités et de manifestations artistiques sur plusieurs jours, comme cela s'est déroulé à Caraquet, lors du Grand Rassemblement.

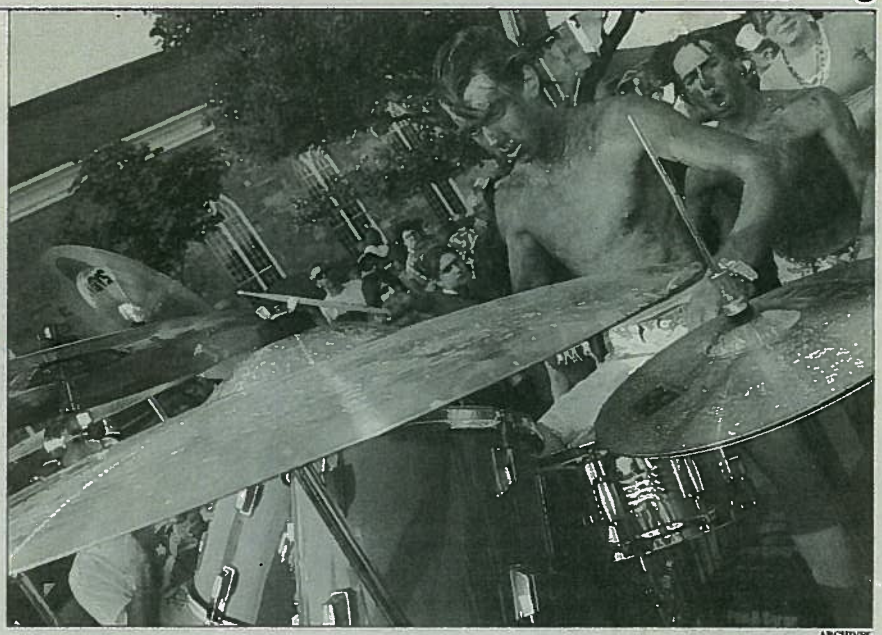
«À la suite de la première édition de l'événement Éloize, les membres ont décidé de poursuivre avec la même formule pour l'année prochaine», indique Jacynthe Breau.

La prochaine édition de l'événement Éloize se tiendra au printemps 2008. Un appel de candidature sera lancé à toutes les municipalités et régions en septembre.

«L'objectif est de se promener de communauté en communauté et d'apporter ainsi à des collectivités qui n'ont pas nécessairement la chance d'avoir des événements ou des prestations dans différentes disciplines artistiques de pouvoir accueillir un événement comme ça», ajoute-t-elle. - SM

Les festivals du N.-B. attendent avec impatience les fonds d'Ottawa

Ottawa ne dit pas quand l'argent sera disponible, ni à qui il sera distribué



ARCHIVES

Le scandale des commandites a fait mal à certains festivals du Nouveau-Brunswick. Pour le Festival acadien de Caraquet, c'est une perte de 60 000 $ avec laquelle il doit composer.

DIEPPE - Les porte-parole de festivals francophones au Nouveau-Brunswick s'interrogent sur le nouveau programme de financement que veut mettre en place le ministère du Patrimoine canadien.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Cette initiative a été annoncée par la ministre Bev Oda, pour remplacer le défunt programme de commandites, mais tout en précisant que ces fonds ne seront pas réservés aux festivals. Le budget prévu est de 60 millions $ sur deux années. Au bureau de Patrimoine canadien, à Moncton, on répond que les critères ne sont pas encore établis. L'argent se fait donc encore attendre, même si la majorité des festivals ont lieu durant l'été. Une coalition des festivals québécois a plaidé l'urgence de créer ce programme.

Au Nouveau-Brunswick, il semble que ce soit moins l'urgence, puisque la disparition des commandites n'a pas autant affecté les festivals de la province. Le Festival acadien de Caraquet figure parmi les événements qui bénéficiaient des commandites. Le directeur général du Festival acadien, Daniel Thériault, espère que le nouveau programme sera mis en place rapidement. Il considère que cette nouvelle source de financement pourrait les aider à développer de nouveaux projets.

«C'est avec ces fonds que nous pourrons faire un peu plus d'innovation, produire des choses plus audacieuses sur le plan artistique et avoir un programme d'envergure.»

L'idéal, selon Daniel Thériault, serait que le programme soit accessible dès cet été.

«En principe, on aurait fini la programmation, mais il y a des questions qu'on se pose par rapport à certaines choses. Si on savait qu'on avait accès au programme de festival et événement, ce serait beaucoup plus facile», ajoute-t-il.

Le Festival acadien recevait environ 60 000 $ du programme des commandites. Depuis la disparition de ce programme, il a dû revoir sa programmation. Le Festival acadien, qui s'étend sur une dizaine de jours, figure parmi les événements culturels majeurs au Nouveau-Brunswick. Il attire chaque année plus de 150 000 personnes.

La plupart des festivals culturels (art de la scène) au Nouveau-Brunswick ont déjà accès à des subventions du ministère du Patrimoine canadien par le biais du programme Présence des arts.

Par exemple, le Festival international de musique baroque, à Lamèque, reçoit une aide financière de 34 000 $. La subvention est maintenue, assurent Anne Godin et Doris Noël, qui travaillent au financement du festival de Lamèque. Elles ont reçu très peu d'information à propos du nouveau programme qui remplacera les commandites.

Même si la Foire brayonne, à Edmundston, célèbre sa 29e édition cet été et attire entre 140 000 et 150 000 spectateurs, l'événement ne reçoit aucune aide du gouvernement fédéral, sauf pour les emplois d'étudiants. Le directeur de la Foire brayonne, Guillaume L'Italien, explique que leur festival est perçu par le gouvernement fédéral comme un événement à saveur locale. «Ils ont pour leur dire que c'est juste un gros *party*.»

«Même si le festival a une envergure importante, nous ne réussissons pas à avoir une résonance qui dépasse nos frontières, alors le gouvernement fédéral n'embarque pas avec nous. Nous trouvons ça un peu malheureux, mais nous sommes habitués», précise M. L'Italien.

Guillaume L'Italien affirme qu'il croira au nouveau programme quand il aura l'argent dans ses poches.

«Si nous avions des fonds du fédéral, je travaillerais au niveau des partenariats avec d'autres festivals pour pouvoir attirer des gens de l'extérieur, comme de la France, de la Louisiane», ajoute-t-il.

Exclus des consultations fédérales

DIEPPE - Les festivals francophones majeurs du N.-B. craignent que leur voix ne soit pas entendue dans l'élaboration du nouveau programme d'aide du ministère du Patrimoine canadien.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

L'Acadie NOUVELLE a appris qu'il y a eu des consultations au bureau du ministère du Patrimoine canadien à Moncton, pour l'Atlantique, la semaine dernière, au sujet de cette initiative future.

Toutefois, certains acteurs majeurs de la scène culturelle francophone, comme le Festival acadien, le Festival du cinéma francophone en Acadie, la Foire brayonne et le Festival international de musique baroque de Lamèque, n'ont pas été invités. Ces derniers étaient même surpris d'apprendre qu'il y avait des consultations.

«Ils veulent mettre en place un nouveau programme pour les événements culturels. S'ils considèrent qu'ils ont fait une consultation, on pense qu'elle est très inadéquate parce que je ne crois pas qu'on soit représenté dans cette consultation-là», déclare la directrice du FICFA, Marie-Renée Duguay.

La douzaine d'organismes qui ont été convoqués sont des festivals surtout communautaires. Il semble que la ministre tient à avoir la position des événements communautaires qui n'ont jamais reçu de financement du fédéral.

Le FICFA reçoit la plus grande partie de son financement de Téléfilm Canada et a droit aussi à du financement par le biais du programme des Langues officielles de Patrimoine canadien pour la tournée du festival. Le FICFA aimerait obtenir des fonds supplémentaires.

Au Festival acadien de Caraquet, on s'interroge aussi sur ces consultations.

«S'il y a eu des consultations et qu'ils ne nous ont pas invités, ils ont un problème avec leur consultation», juge Daniel Thériault.

La responsable des communications au bureau du ministère du Patrimoine canadien, Claudine Daigle, indique que les consultations visent à connaître les besoins et les points de vue des citoyens canadiens afin d'élaborer les modalités des prestations. Elle soutient que le groupe était représentatif des organismes susceptibles d'être intéressés au programme.

La commande est venue du bureau de Patrimoine canadien à Ottawa.

Sans fixer de date, le ministère souhaite commencer à livrer le programme et ses fonds le plus rapidement possible.

Radio-Canada présentera un spectacle d'envergure pour la fête de l'Acadie

GRACIEUSETÉ

Daniel Boucher sera l'un des artistes invités pour le spectacle *Des mots d'août pour chanter l'Acadie.*

MONCTON - Un spectacle d'envergure pour la Fête nationale des Acadiens, intitulé *Des mots d'août pour chanter l'Acadie*, réunissant plus d'une vingtaine de chanteurs, poètes et musiciens de renom, sera diffusé à Radio-Canada depuis le Théâtre Capitol à Moncton.

Sylvie Mousseau
sylvie.mousseau@acadienouvelle.com

Radio-Canada Atlantique et le Théâtre Capitol de Moncton en ont fait l'annonce, hier. Des mots d'août pour chanter l'Acadie sera présenté le 3 août, à 20 h, au Théâtre Capitol. Ce spectacle sera diffusé sur Espace Musique et à la Télévision de Radio-Canada, d'un bout à l'autre du pays, à l'occasion de la Fête nationale de l'Acadie, le 15 août. Il s'agit d'une coproduction de la Société Radio-Canada et du Théâtre Capitol.

Sur une même scène, le public retrouvera Daniel Boucher, Jean-François Breau, Fredric Gary Comeau, Marcel Aymar, Suzie Leblanc, Ginette Ahier, Pascal Lejeune, Monique Richard et possiblement huit choristes du Chœur Beauséjour. L'auteure de renom Antonine Maillet participera de façon originale à *Des mots d'août pour chanter l'Acadie*.

Le réalisateur, Pierre LeBlanc, à la télévision de Radio-Canada, indique que le spectacle a été conçu d'abord autour des mots.

«On cherchait des artistes qui avaient des textes intéressants et nous voulions aussi intégrer de la nouveauté, comme Pascal Lejeune qui a fait un retour sur scène récemment», déclare-t-il.

Les organisateurs ont choisi également des artistes de l'extérieur, tel Daniel Boucher qui s'est fait connaître d'abord au Festival en chanson de Petite-Vallée, en Gaspésie. «Nous avons pensé qu'il allait bien avec les artistes que nous avions», souligne M. LeBlanc.

Le spectacle offrira l'occasion aux artistes de partager leurs chansons et leurs textes entre eux. C'est d'abord une rencontre où l'esprit est à la fête qui célébrera l'attachement à la langue française, une langue commune et différente par sa couleur, ses accents.

Plusieurs éléments du spectacle sont en train d'être finalisés, comme le choix des chansons. La direction artistique a été confiée à René Cormier. L'orchestre, sous la direction musicale de Jac Gautreau, sera formé, entre autres, de Jesse Mea, accordéon, piano, et du contrebassiste Martin Melanson. Les producteurs prévoient réunir au moins sept musiciens. Des artistes seront confirmés au cours des prochaines semaines. Jac Gautreau considère qu'il s'agit d'une brochette d'artistes intéressante et variée. Les billets sont en vente à partir d'aujourd'hui.

Acadie Nouvelle le 28 juin 2007

Grand Moncton: les arts ont un impact sur l'économie

MONCTON - Les arts et la culture profitent à l'économie locale, mais ont besoin de plus d'appui de la part des gouvernements.

Marie Hélène Eddie
marie-helene.eddie@acadienouvelle.com

C'est ce qui se démarque de la première étude sur les retombées économiques du secteur des arts et de la culture du Grand Moncton, dont les résultats ont été dévoilés hier matin à la Galerie 12 du Centre culturel Aberdeen, à Moncton.

L'étude a été menée en 2006 par la firme Couleur Nouveau-Brunswick pour Entreprise Grand Moncton. Couleur NB a sondé 40 répondants afin de déterminer le rôle du secteur des arts et de la culture sur l'économie de la grande région de Moncton, ainsi que les défis les plus importants auxquels les organismes culturels font face.

Les résultats de l'étude démontrent que l'argent investi dans le secteur des arts profite directement à l'économie locale. Les organismes culturels et artistiques tirent en moyenne 70 % de leurs revenus dans la région du Grand Moncton et effectuent 91 % de leurs dépenses dans la région.

«On réalise de plus en plus qu'un secteur culturel et artistique vibrant permet d'attirer des gens dans une région et se développer économiquement», a commenté Paulette Thériault, membre du conseil d'administration d'Entreprise Grand Moncton.

Mais pour que les artistes et les groupes culturels participent au développement du Grand Moncton, ils ont besoin de plus d'appui de la part des villes et de la Province. En effet, Couleur NB constate que les organismes et groupes qui reçoivent plus de 50 000 $ de financement de la part des secteurs public et privé réussissent mieux, font plus de profits et contribuent davantage à l'économie locale.

En ce qui concerne les défis, c'est le manque de financement, d'infrastructures, de visibilité et de personnel qui se sont démarqués dans les réponses des répondants.

Paulette Thériault

«On travaille incessamment pour tenter de boucler notre budget, ce qui rend les organisations très fragiles quand ça vient à leur fonctionnement», a expliqué Marcia Babineau, directrice artistique générale du Théâtre l'Escaouette.

Dawn Arnold, présidente du Festival international de littérature Northrop Frye, et Éric Cormier, président par intérim du Centre culturel Aberdeen, déplorent pour leur part le manque d'infrastructures, tels les locaux, qui ralentissent considérablement le développement des groupes culturels, selon eux.

René Cormier, directeur des États généraux des arts et de la culture, explique qu'il y a, selon lui, un manque de connaissances sur la façon de soutenir les groupes artistiques. Il pense aussi qu'il y a «un manque de valorisation de l'impact de la culture acadienne sur le Grand Moncton».

Le maire de la ville de Dieppe, Achille Maillet, dit qu'en tant que centre urbain de l'Acadie, Dieppe se doit de faire du secteur des arts et de la culture une priorité.

«Ça fait partie de la qualité de vie des résidants et la Ville investit présentement autour de cinq à six millions dans les loisirs communautaires, qui sont la plupart du temps reliés aux arts», a déclaré M. Maillet.

EN BREF

L'industrie des festivals sort découragée de sa rencontre avec Bev Oda

OTTAWA – Le président de la Coalition des festivals canadiens, Luc Fournier, est ressorti complètement découragé de sa rencontre d'hier avec la ministre du Patrimoine canadien, Bev Oda.
D'après lui, le gouvernement fédéral n'est absolument pas disposé à accélérer la mise en place du nouveau programme destiné à soutenir financièrement les petits, moyens et grands festivals du pays. Ce programme doté d'un budget de 60 millions $ en deux ans doit remplacer les commandites libérales, éliminées dans la foulée d'un scandale politique d'envergure. Les festivals québécois plaident l'urgence et disent avoir besoin d'aide dès cet été, mais la ministre Oda tient à prendre son temps pour établir des critères. Elle a confirmé que les fonds ne seraient pas disponibles avant l'automne.
À l'issue de sa rencontre avec les dirigeants du ministère, M. Fournier a dit craindre qu'il faille encore plus de temps. Bev Oda souhaite en effet rencontrer d'autres représentants de l'industrie avant de se décider. La ministre a déjà visité Montréal, en mai, et prévoit maintenant se rendre à Winnipeg pour y mener des consultations. (PC)

Acadie Nouvelle Juin 2007

Shédiac mise sur sa qualité de vie

Les prochaines années seront excitantes pour la municipalité, croit son nouveau directeur général

SHÉDIAC - Le nouveau directeur général à la Ville de Shédiac, Gérard Belliveau, affirme être très optimiste pour l'avenir de la ville de Shédiac, deux semaines après son entrée en fonction.

Marie Hélène Eddie
marie-helene.eddie@acadienouvelle.com

M. Belliveau, qui a quitté son poste de directeur général à la Ville de Dieppe le 25 juin, affirme avoir pris cette décision avec la satisfaction d'avoir accompli tous les objectifs qu'il s'était fixés.

«On a changé l'impression que les gens avaient de Dieppe, qui est maintenant perçue comme un centre urbain», a-t-il précisé.

Maintenant, il se dit prêt à faire bouger les choses à Shédiac.

«J'appelle ça le beau défi parce que toutes les conditions sont réunies pour le succès: son économie se diversifie et a la possibilité d'être axée sur autre chose que le tourisme, son emplacement géographique est idéal, son réseau de transport est à la hauteur. Shédiac pourrait devenir LA communauté de qualité de vie», a-t-il déclaré.

Mais pour réussir, il faudra notamment donner une vision plus précise à la municipalité.

ARCHIV

Shédiac peut compter sur de nombreux avantages, dont un centre-ville dynamique.

«Une vision, ce n'est pas l'affaire d'une seule personne, mais de toute la communauté. Donc, j'ai hâte de travailler avec le conseil et les citoyens et développer un plan stratégique pour Shédiac. La ville a déjà une identité culturelle qui dépasse de loin son image de «capitale du homard»», a-t-il fait observer.

Pour faire avancer les choses, il estime qu'il est temps de laisser de côté les événements du passé, notamment la mort de l'ancien directeur général, Marco Pitre, alors qu'il était accusé de «dépenses excessives».

«La réputation de la Ville a certainement été ébranlée, mais sans minimiser les malheureux événements qui se sont produits, je crois que c'est possible de tourner rapidement la page. On voit vraiment une volonté des citoyens de faire avancer les choses.»

À court terme, M. Belliveau souhaite donc mettre en place plusieurs politiques administratives et juridiques à la hauteur des attentes des citoyens qui seront précises et permettront d'encadrer l'administration et de faire avancer les choses.

Le taux de croissance dém graphique de la ville, qui se sit à près de 12 %, place Shédiac deuxième position au Nouvea Brunswick, après Dieppe. Il y donc, selon M. Belliveau, besoin d'infrastructures à Sh diac.

«Avec l'augmentation de population, il faudra encore au menter les infrastructures. Dor par exemple, une étude a é complétée pour un centre d arts et de la culture. On pa aussi d'un aréna, d'hôtels d'accommoder divers groupes centre-ville», a énuméré Géra Belliveau.

Finalement, il croit q Shédiac doit et a la capacité suivre les préceptes de la cro sance intelligente.

«Il faut trouver l'équilib entre la viabilité financière et qualité environnementale, Shédiac a vraiment la possibil de le faire, contrairement à c banlieues qui n'ont pas de c tre-ville et où c'est impossible se déplacer sans voiture», a- souligné.